

Eugène Varga

Trois contributions au VI^e
Congrès mondial de
l'Internationale Communiste

Moscou

17 juillet – 1^{er} septembre 1928

Sources :

I. *La Correspondance Internationale*, 8 août 1928, n°78, n°spécial XV, pp. 921-923.

VI^e Congrès de l'IC – Huitième séance, 25 juillet, matin – Suite de la discussion du rapport de Boukharine sur l'activité du CE de l'IC – Intervention de Varga.

II. *La Correspondance Internationale*, 27 septembre 1928, n°111, n°spécial XXXIV, pp. 1192-1194.

VI^e Congrès de l'IC – Vingt-sixième séance, 13 août, matin – Suite de la discussion du rapport de Boukharine sur le projet de programme de l'IC – Intervention de Varga.

III. *La Correspondance Internationale*, 17 septembre 1928, n°104, n°spécial XXX, pp. 1101-1109.

VI^e Congrès de l'IC – Quarante-et-unième séance, 22 août, matin – Rapport de Varga sur la situation en Union soviétique.

I. Intervention sur le rapport de Boukharine

[8^{ème} séance, 25 juillet 1928, matin]

VARGA : Camarades, il appartient à notre congrès de tirer de l'analyse du passé des leçons stratégiques et de fixer les tâches pour les années qui vont suivre. Le point central du développement de l'avenir prochain est incontestablement le danger de guerre. La tâche capitale de tout le mouvement communiste dans toute cette période est de parer au danger de guerre qui menace l'Union soviétique. Les thèses et le rapport de Boukharine ont donné un tableau détaillé des contradictions impérialistes, des contradictions entre puissances impérialistes et colonies, entre capitalisme et Union soviétique. Il est compréhensible que les thèses et le rapport étant construits de cette façon, l'analyse des événements au sein de la classe ouvrière, et en partie, dans la base économique du capitalisme, ait été un peu raccourcie. Je veux tenter d'y remédier autant que possible.

Boukharine a exposé que, ces dernières années, a eu lieu un grand progrès technique qui, dans quelques pays dirigeants, les Etats-Unis par exemple, prend un caractère proche d'une révolution technique. Si c'est juste (et vraiment, il en est ainsi) les plus grands changements doivent aussi s'être produits dans la base économique et dans la structure de la classe ouvrière.

Le changement technique, considéré du point de vue économique, signifie une réduction du temps de travail contenu dans l'unité de produit ; autrement dit, il équivaut à un accroissement formidable du rendement du travail. Cet accroissement du rendement a effectivement eu lieu. Il est la conséquence de deux facteurs : de l'accroissement de la productivité du travail et de l'accroissement de son intensité. L'accroissement de la productivité est la conséquence directe du changement de la technique. Cela veut dire que l'ouvrier, avec la même dépense de force de travail, du fait qu'il met en mouvement un outillage amélioré et agrandi, peut effectuer dans le même temps plus de modifications utiles à l'objet du travail qu'auparavant. L'accroissement de l'intensité du travail signifie que l'ouvrier, dans le même temps, doit dépenser plus de force de travail qu'auparavant. Ces deux facteurs vont d'ordinaire de pair. Mais ce n'est pas obligatoire. Précisément ces derniers temps, nous voyons des exemples où l'intensité du travail s'est extraordinairement accrue par la rationalisation sans que la productivité du travail, c'est-à-dire l'outillage mis en mouvement par l'ouvrier, se soit modifiée.

A ce propos, je veux tenter de parler de quelques éléments importants qui, me semble-t-il, sont la conséquence de cette nouvelle technique. Premièrement, l'apparition d'un nouveau genre de chômage, que je nommerai le chômage structurel, économiquement différent de l'armée de réserve industrielle que nous avons autrefois. Deuxièmement, la tendance de nivellement de la grande masse de la classe ouvrière. Troisièmement, la tendance de l'envahissement des grands pays industriels en entier par les ouvriers industriels.

Quatrièmement, la tendance à l'apparition d'un nouveau type d'ouvrier privilégié, d'un nouveau type d'aristocratie ouvrière.

Je commence par le chômage. Avant la guerre, il y avait aussi une armée de réserve industrielle. Mais elle était relativement petite et disparaissait dans les temps de bonne conjoncture. Nous voyons aujourd'hui un autre procès. Nous avons longtemps cru que le chômage en masse, consécutif à la grande crise de 1921, est seulement une conséquence de la guerre, de l'appauvrissement de l'Europe, des nouvelles douanes, de la tendance d'industrialisation des pays d'outre-mer, etc. L'expérience des dernières années nous oblige de réviser ce point de vue. Avant la guerre, en Allemagne, dans la période de 1907 à 1913, donc dans une période qui englobe la dure crise de 1907-1908, il y avait en moyenne 2,3 % de chômeurs parmi les syndiqués. Nous avons, par contre, dans les cinq dernières années les chiffres suivants : 1923, 9,6 % ; 1924, 13,5 % ; 1925, 6,7 % ; 1926, 18 % ; 1927, 8,8 %. Donc, dans les quatre dernières années, de 1924 à 1927, dans les années de prospérité formidable de l'économie allemande, nous constatons un chômage en moyenne de presque 12 %. En 1927, malgré la très bonne conjoncture, nous avons en Allemagne, un chômage de presque 9 %. Il est évident qu'il serait inexact de considérer cela comme un chômage ordinaire, conditionné par la courbe de la conjoncture, par les phases du cycle industriel.

Nous constatons le même phénomène en Angleterre. En 1913, il y avait là-bas 2 % de chômeurs. Dans les dernières années, depuis six ans, il y a là-bas 10 % et plus. Mais voici ce qui est décisif : aux Etats-Unis, donc dans un pays qui est aujourd'hui la plus grande force capitaliste et qui suit toujours une ligne ascendante, il y a également un chômage en masse, dont le caractère nouveau apparaît clairement, *Le caractère nouveau est que le chiffre absolu des ouvriers occupés par le capital industriel est tombé en Amérique.*

Le capital industriel, celui qui, dans son circuit, traverse la sphère de production et revêt la forme de capital productif, donc le capital dont les ouvriers créent directement la plus-value, tandis que toutes les autres espèces de capital ne perçoivent qu'une partie de la plus-value que le capital industriel s'est approprié, ce capital, en Amérique, occupait 25 millions d'ouvriers en 1919 et 23 millions en 1925. Il y a donc une réduction de 2 millions d'ouvriers. L'industrie même a comprimé ses effectifs ouvriers de 10 700 000 à 9 700 000. Or, 1925 a été une année de très bonne conjoncture et, malgré le nombre réduit d'ouvriers, la quantité de marchandises produites a très fortement augmenté. En considérant l'agriculture, les mines, l'industrie proprement dite et les transports (chemins de fer), et en mettant les chiffres relatifs à 1919 égaux à 100, nous avons pour 1925 : *nombre d'ouvriers* : 93, donc réduction de 7 % ; *quantité de produits* 120, donc accroissement de 20 % ; *rendement* : 129. (Rien que dans l'industrie proprement dite, l'accroissement du rendement est de 40 % en six ans.)

Que signifie cette évolution : nombre réduit d'ouvrier pour un rendement accru ? Elle signifie que le progrès technique, le progrès de la productivité et de l'intensité du travail a dépassé la possibilité d'extension du marché. Avant la guerre, les choses se passaient ainsi, que l'ouvrier était jeté sur le pavé par le progrès technique, mais grâce à l'extension du marché capitaliste, chaque ouvrier jeté sur le pavé retrouvait du travail — tout au moins dans les pays capitalistes très développés. Les conséquences se sont fait sentir dans l'Inde, en Chine, à la périphérie, où a surgi un chômage qui s'est terminé par la mort par inanition de

millions d'êtres humains. Maintenant, nous voyons que l'extension du marché ne suffit plus dans les pays impérialistes dirigeants pour redonner du travail aux ouvriers jetés sur le pavé. Je pense que ce n'est pas par hasard que cette tendance de formation d'un chômage structurel se soit révélée le plus vigoureusement aux Etats-Unis et en Angleterre. Cela tient partiellement à ce que l'extension du marché capitaliste intérieur est la plus difficile aux Etats-Unis et en Angleterre.

Que devient l'extension du marché intérieur ? Elle est, pour ainsi dire, schématique, réglementaire : le paysan devient un *farmer*, c'est-à-dire que le paysan qui produisait surtout pour ses propres besoins devient un producteur pour le marché, un producteur qui vend ses produits et achète en échange ceux de l'industrie capitaliste.

Aux Etats-Unis, les paysans apportent sur le marché plus de 80 %, presque 90 % de leur production et, évidemment, achètent une quantité correspondante de produits de l'industrie capitaliste. Donc, cette poussée vers l'extension du marché capitaliste, vers la transition des producteurs agricoles indépendants de l'économie naturelle à l'économie marchande de l'industrie capitaliste est en Amérique presque terminée et, en Angleterre, je le crois du moins, elle a déjà complètement pris fin. Naturellement, cela ne signifie pas que sur le marché mondial, c'est-à-dire le marché pris à l'échelle mondiale, cette transition soit aussi achevée. Il n'en est pas question jusqu'à présent, l'industrie américaine est surtout adaptée à l'écoulement sur le marché intérieur. Pas plus de 6 % de la production de l'industrie américaine n'a été exportée jusqu'à présent. De sorte que ce progrès technique par bonds formidables n'a aucune possibilité d'extension adéquate du marché intérieur. Ainsi surgit le chômage structurel, qui n'est pas un phénomène résultant de la conjoncture, mais visiblement un chômage spécifique de la période actuelle de déclin du capitalisme. Cela démontre, en passant, qu'il est absolument inexact, comme le fait le camarade Heckert, de tirer du chômage dans tous les pays un argument contre la reconstruction du capitalisme. Si ce que je dis est juste, le chômage cesse de plus en plus d'être un indice de conjoncture. Il est très possible, comme le montre l'exemple de l'Amérique et de l'Allemagne de ces dernières années, qu'il y ait temporairement *pour les capitalistes* une excellente conjoncture malgré un chômage frappant de grandes masses.

Il en résulte : premièrement, que la lutte pour les marchés se fera de plus en plus violente dans un avenir prochain. Les grands pays impérialistes chercheront à compléter leur marché intérieur trop petit en comparaison du progrès technique par une extension de leur marché étranger, à jeter avec une particulière vigueur leurs marchandises sur le marché étranger. Mais la possibilité d'extension du marché étranger est aussi restreinte par le procès d'industrialisation dans les pays d'outre-mer, par les douanes protectrices élevées qui s'opposent partout à l'importation des marchandises industrielles, par les prohibitions à l'importation, etc. Nous pouvons donc prévoir avec beaucoup de certitude que dans l'avenir prochain ce nouveau développement continuera, que le chômage sera un phénomène constant et croissant.

Je dirai ici, entre parenthèses, pour éviter d'éventuelles polémiques, que ce que j'affirme n'est nullement identique avec la doctrine de Rosa Luxembourg. La théorie de Rosa Luxembourg dit que lorsqu'il n'y a pas de producteurs indépendants, de tierces personnes, la

réalisation de la plus-value est impossible, et par conséquent, l'accumulation aussi. C'est évidemment faux. Mais si c'est théoriquement absolument insoutenable, cela ne veut pas dire que le phénomène-historique de la transformation des producteurs indépendants : paysans, artisans, en éléments de l'économie capitaliste ne signifie effectivement une forte extension du marché capitaliste.

Ce sont là deux choses différentes : l'impossibilité théorique de l'accumulation sans « tierces personnes », comme l'a affirmé Rosa Luxembourg, et le fait historique que par la transformation des paysans en *farmers* le marché capitaliste a subi une forte extension. Ces deux choses ne sont nullement identiques et ne doivent pas être identifiées

Eh bien, camarades, quelles sont les conséquences à tirer de fait ? Evidemment ceci, que la grande armée de la classe ouvrière, dont le parti communiste est l'avant-garde, sera dans l'avenir immédiat divisée en deux : en une partie qui travaillera et en une partie qui chômera, la quantité chômanche [sic] n'étant nullement une quantité négligeable. Je pense qu'il est juste, comme le camarade Pepper l'a déjà dit, que cela donnera en soi une meilleure possibilité pour notre lutte. Je pense que nous devons faire ici une distinction. Pour *la lutte syndicale* dans le vieux sens du mot, pour la lutte pour l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du système capitaliste, le fait du chômage chronique de masse est certainement un obstacle, une très forte difficulté pour les luttes syndicales. D'autre part, quand viendront les luttes révolutionnaires, il y aura des luttes pour le pouvoir, ce chômage en masse signifiera naturellement une forte impulsion, un accroissement de l'exaspération de la classe ouvrière, dont l'existence est constamment menacée, un renforcement de l'énergie révolutionnaire.

Je veux soulever ici cette question : comment se fait-il qu'aux Etats-Unis, malgré le chômage formidable, le niveau de vie du prolétariat se soit élevé ces dernières années, sinon d'une façon aussi générale et aussi fortement que ne l'indiquent les sources américaines officielles ? Nous y voyons une certaine contradiction : chômage chronique en masse et, en même temps, salaires élevés et partiellement croissants.

Je crois que la chose s'explique très facilement. L'intensité du travail dans les fabriques américaines s'est tellement accrue que seul un ouvrier bien nourri peut résister à cette vitesse meurtrière. L'intensité est si forte que dans différentes fabriques on introduit des poses obligatoires et que, dans beaucoup de cas, on commence à travailler 5 jours par semaine, car autrement cette vitesse meurtrière de la dépense de la force de travail n'est pas possible.

Je passe à la seconde question, à la tendance d'extension de l'industrie, et, en même temps, de la masse ouvrière industrielle, sur tout le territoire des grands pays industriels. Ce qui est décisif sous ce rapport, c'est l'effet de l'électrification, la transmission à grande distance du courant électrique à haute tension. De cette façon, l'industrie de transformation se libère de la nécessité de s'installer à proximité des mines. Nous voyons aujourd'hui, grâce à la transmission électrique à haute tension, naître de nouvelles régions industrielles tout entières. On le voit surtout aux Etats-Unis où a commencé une transmigration en masse de l'industrie du Nord- Est vers le Sud. Dans les Etats méridionaux des Etats-Unis où, il y a 15 ans, on ne rencontrait pas une fabrique sur de grandes étendues, une nouvelle et formidable industrie a surgi aujourd'hui. Nous voyons le même procès en Angleterre, un déplacement de l'industrie

vers le sud et sud-est. Nous voyons la naissance d'une nouvelle industrie dans le nord de l'Italie, etc.

Je pense que ce procès est de la plus grande importance, non seulement économiquement, mais aussi stratégiquement, pour nos luttes futures. Il n'en sera plus ainsi que la classe ouvrière industrielle, le gros de notre armée, sera concentrée dans certaines régions des grands pays industriels tandis que de très grandes régions du même pays auront un caractère purement agricole, paysan.

Le troisième fait est la tendance de *nivellement de la classe ouvrière* grâce à la nouvelle technique. Le rôle principal y jouent le travail à la chaîne et la forte pénétration de l'industrie chimique, qui n'est pas une industrie à machines, mais à appareils. Ces deux éléments agissent en ce sens qu'ils effacent la différence entre l'ouvrier qualifié et non qualifié et que la grande majorité, l'écrasante majorité de la classe ouvrière se compose d'ouvriers non qualifiés.

Le travail à la chaîne signifie que le travail est décomposé dans ses manipulations les plus simples que chaque ouvrier peut apprendre en quelques jours. L'industrie chimique, qui prend une importance de plus en plus considérable et qui commence à remplacer une grande partie du travail mécanique et du travail agricole n'a plus besoin en général d'ouvriers qualifiés. Nous voyons, par exemple, que dans les usines du trust international des matières colorantes il y a jusqu'à 20 % d'ingénieurs, de chimistes et de techniciens et que tous les autres, sauf quelques exceptions, sont des ouvriers non qualifiés très mal payés. Ce fait est très important du point de vue stratégique, parce que contrairement au chômage, il n'est pas un facteur de séparation, mais un facteur d'union de toute la classe ouvrière.

Le quatrième élément est l'apparition d'une couche d'ouvriers privilégiés sur une autre base que celle des ouvriers qualifiés, sur une autre base aussi que celle de l'aristocratie ouvrière dans le vieux sens léniniste du mot. Nous voyons qu'à la suite du chômage se forme une nouvelle couche d'ouvriers des grandes entreprises qui, pour s'assurer leur place, se mettent systématiquement au service des capitalistes contre la classe ouvrière. Je pense aux éléments qui, dans le système du travail à la chaîne, constituent les entraîneurs, ceux qui donnent la vitesse du travail. Ils gagnent à peine plus que les autres, mais ils ne sont pas renvoyés. Je pense aux membres du Secours technique, à la grande masse de mouchards, de briseurs de grèves, de détectives dans les fabriques américaines, etc. Il est intéressant qu'il se forme un certain contact entre ces éléments corrompus de la classe ouvrière, les briseurs de grèves et certaines couches des fonctionnaires des syndicats et des partis réformistes. Là où il y a des syndicats révolutionnaires, où il ya un fort mouvement communiste, les militants des syndicats réformistes, des syndicats de collaboration de classe, etc. sont de plus en plus des gens dont la place n'est pas menacée par le chômage, parce qu'ils ne sont plus tant les hommes de confiance de la classe ouvrière que les hommes de confiance des capitalistes ! C'est ainsi que se constitue une nouvelle couche d'ouvriers privilégiés et corrompus qui gardent une place assurée au milieu du formidable chômage menaçant.

A ce propos, je veux encore mentionner une conséquence du chômage : les syndicats qui sont particulièrement menacés par le chômage et qui font une tentative de résister à l'attaque des capitalistes s'atrophient de plus en plus. J'ai vu, ces jours-ci, les chiffres du syndicat des

mineurs anglais, publiés à propos du congrès annuel. Ils sont particulièrement intéressants. Les effectifs du syndicat étaient :

En 1925	958 000	adhérents
En 1926	785 000	»
Et maintenant	626 000	»

Il a donc perdu en deux ans plus d'un tiers de ses effectifs. Un procès analogue s'est aussi produit auparavant (si j'ai bien compris) en Amérique chez les mineurs.

Nous voyons donc que le chômage donne aux capitalistes soit la possibilité de transformer les syndicats en organes auxiliaires du capitalisme, comme en Italie, en Pologne et partiellement en Allemagne, soit de les briser dans la lutte, de les mettre hors de combat.

Je pense qu'il serait utile de fixer dans les thèses ces modifications qui se sont produites à la suite de la rationalisation, à la suite du progrès technique, même si elles ne sont pas encore très visibles maintenant. Quelques camarades l'ont déjà fait remarquer : les thèses ne parlent qu'une seule fois du chômage, en passant. Je pense qu'il serait bon d'ajouter aux thèses un point sur les modifications structurelles qui se sont produites dans la classe ouvrière et, en particulier, sur la signification et le nouveau caractère du chômage. (*Vifs applaudissements.*)

II. Intervention sur le rapport de Boukharine

sur le projet de programme de l'IC

[Vingt-sixième séance, 13 août, matin]

VARGA — Dans mon intervention sur le premier point de l'ordre du jour et dans la brochure écrite pour le congrès, j'ai souligné que le caractère du chômage actuel diffère de celui d'avant-guerre. Le changement porte sur la quantité des chômeurs, sur le caractère chronique du chômage et sur le fait constaté pour la première fois dans l'histoire du capitalisme qu'aux Etats-Unis et en Angleterre, le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie a diminué. J'ai indiqué que ce fait résulte de la circonstance que l'élargissement temporaire du marché industriel dû au passage de la production paysanne pour l'usage personnel à la production pour le marché, c'est-à-dire pour la transformation des paysans en fermiers capitalistes, est terminé en Amérique et en Angleterre. Ce qui signifie que le développement futur du marché intérieur est possible seulement dans la mesure où tout système capitaliste se développe. Mais le fait de la transformation des paysans en fermiers ne peut plus se répéter.

J'ai essayé dans mon raisonnement de me délimiter de la théorie de Rosa Luxembourg. Il ne s'agit pas ici de l'impossibilité, en général, de réaliser la plus-value à l'intérieur de la société capitaliste — il ne peut être question de cela — mais il s'agit du fait que cet élargissement temporaire du marché capitaliste qui, historiquement, n'est possible qu'une seule fois à l'intérieur d'un même pays, est terminé précisément dans ces pays. D'où le phénomène que les ouvriers devenus « superflus » par suite de la nouvelle technique, par suite de la rationalisation, ne peuvent plus être réembauchés. Leur élimination du processus de production est définitive.

J'ai proposé de signaler ce phénomène dans les thèses politiques. La délégation allemande estime qu'il faut même le mentionner dans le programme. Je crois que cela n'est pas utile ; car la possibilité existe — elle n'est pas probable, mais on ne peut pas non plus la repousser catégoriquement — qu'en Chine et dans l'Inde le régime capitaliste se stabilise pour un certain temps. Dans ce cas il se produira un élargissement si soudain du marché capitaliste — ces énormes pays étant peuplés de la moitié de la population mondiale — que les phénomènes spécifiques provoqués par l'accroissement de la technique, par la rationalisation, etc. disparaîtront momentanément. Aussi suis-je d'avis de fixer ce phénomène dans les thèses qui se laissent modifier rapidement, et de mentionner, dans le programme, seulement le caractère chronique et de masse du chômage, son importance pour la classe ouvrière, mais non son caractère spécial à savoir que ce chômage est dû à la structure de l'économie capitaliste d'après-guerre.

Je passe à la question du *communisme de guerre*. Dans le premier projet de programme, on parlait de la possibilité d'une politique de communisme de guerre. Pour ma part, j'ai proposé la formule suivante : le communisme de guerre sera la règle surtout dans les pays où la dictature du prolétariat sera isolée. A la commission du programme, le camarade Boukharine a accepté qu'on mette probabilité du communisme de guerre au lieu de possibilité.

Camarades, je consentirais à cette concession, si je ne croyais pas indispensable, indépendamment de la formule à inclure dans le programme, de faire discuter cette importante question au plénum du congrès.

Je ne pense pas — je tiens à le souligner — que le communisme de guerre soit indispensable dans toutes les circonstances, je ne crois pas que, dans le programme, nous devions recommander à nos partis de tendre vers le communisme de guerre. Je pense que la nécessité de maintenir le pouvoir nous poussera à recourir aux mesures de communisme de guerre, que le communisme de guerre nous sera imposé par les classes hostiles à la dictature et surtout au début de la dictature du prolétariat.

Le camarade Boukharine a remarqué ici que mon point de vue est intimement lié aux fautes idéologiques commises pendant la révolution hongroise. Ces fautes que nous avons d'ailleurs reconnues sont : omission de partager la terre, exagérations commises dans l'application de la politique du communisme de guerre, non seulement quant à la ligne juste de la défense de la dictature, mais aussi en ce qui concerne l'idée de l'organisation immédiate de l'économie socialiste, l'idée du passage immédiat du capitalisme à l'économie socialiste. Je tiens cependant à souligner que le partage de la terre et le communisme de guerre ne sont pas des choses contradictoires. Au contraire, le partage de la terre est un élément important du système du communisme de guerre. Ces deux choses ne s'excluent pas.

Camarades, si nous nous représentons concrètement l'établissement de la dictature, si nous nous faisons une idée juste des relations de classes avant et après la prise du pouvoir, nous constatons que la lutte pour la prise du pouvoir n'est possible qu'à l'époque d'une crise profonde chez les classes dominantes. En régime capitaliste, une telle crise signifie inflation, et, en connexion avec celle-ci, manque de marchandises, diminution de la valeur réelle des salaires des ouvriers et des employés, appauvrissement des couches moyennes, paupérisation de l'ensemble de la population laborieuse. En arrivant au pouvoir dans une telle situation, nous devons diriger toutes ces masses mécontentes, appauvries et en pleine fermentation révolutionnaire. Nous devons leur dire carrément que la situation ne peut changer que par la chute de la bourgeoisie, que par l'établissement de la dictature du prolétariat. Nous devons leur dire que la dictature leur donnera plus de pain, plus de logements, une plus courte durée du travail et de meilleures conditions de vie.

Nous devons clairement nous rendre compte que la prise du pouvoir dans les autres pays ne se fera ni à la mode hongroise, ni à la mode russe : elle portera le caractère d'une guerre civile sanglante. C'est par la guerre civile, par le processus de la guerre civile avec toutes ses conséquences économiques et politiques, que nous nous emparerons du pouvoir. Dans cette situation, après la prise du pouvoir, il nous faudra améliorer les conditions de vie des larges masses ouvrières. Si nous ne parvenons pas à le faire, nous nous trouverons, avant que le

pouvoir ne soit solidement assis, devant l'opposition d'une partie de la classe ouvrière qui nous dira : vous nous avez promis une amélioration de notre situation, vous devez tenir votre promesse ou, si non, vous êtes des trompeurs. Si nous ne savons pas le faire, nous créerons la possibilité d'une agitation contre-révolutionnaire victorieuse dans les rangs de la classe ouvrière, comme cela a eu lieu en Hongrie. Or, je prétends que le processus de la production normale, le processus des rapports du marché, ne nous permettra pas, au début de la dictature, de procurer une amélioration quelconque à la classe ouvrière. Je veux exposer ici un peu les éléments de l'économie au début de la dictature. Nous possédons les postes de commandement, les grandes usines expropriées, les transports, les banques et peut-être les grandes exploitations agraires. Pouvons-nous y accroître la production de suite ? Non, camarades, au contraire. La production tombera certainement les premiers temps, tout d'abord parce que, dans cette situation, la discipline ouvrière sera affaiblie. La discipline ouvrière sous le régime capitaliste est une discipline de classe : avec l'écroulement politique de la classe qui a maintenu jusqu'alors, par une organisation presque militaire, la discipline dans l'usine, tombera cette forme de la discipline ouvrière et il faudra un certain délai pour qu'une nouvelle forme prolétarienne de la discipline ouvrière et une direction ouvrière normale dans les fabriques puisse s'établir. Il ne faut pas semer des illusions à ce sujet.

Deuxièmement, la majorité des ouvriers sera retirée du processus de la production ; les meilleurs ouvriers entreront dans l'Armée rouge, dans la garde rouge, dans les comités d'usines, dans les soviets. Dans les usines, le processus de la production sera sans cesse interrompu pour des causes politiques : démonstrations, réunions, éducation de la garde de fabrique, etc. Au début de la dictature, on produira moins dans les fabriques, dans les usines d'Etat, qu'auparavant.

La seconde partie de l'économie sera constituée par les usines restées propriété privée. Ici la production sera encore au-dessous de celle des usines d'Etat. Pourquoi ? 1) le capitaliste n'a pas d'intérêt à produire dans ce stade. Dans les circonstances où il n'existe aucune discipline de classe, la productivité ouvrière est très minime, la possibilité d'exploitation est très petite, la production ne donne aucun profit. 2) Il existe une inflation et, en temps d'inflation, il est peu profitable de produire. 3) la bourgeoisie qui, grâce à sa fortune, peut attendre, sabote la production pour des causes politiques afin de créer des difficultés au nouveau gouvernement. C'est pourquoi, dans cette seconde partie de l'économie, dans cette partie de l'industrie non nationalisée, on produira moins qu'auparavant.

Quelle est la situation dans la troisième partie de l'économie, dans l'économie paysanne ? Je dois souligner ici que la classe paysanne est autre dans les pays capitalistes qu'en Russie. La paysannerie russe satisfaisait elle-même 80 % de ses besoins. Dans les pays capitalistes, les paysans envoient de 80 à 90 % de leur production au marché. Ils ne sont en général séparés ni économiquement, ni socialement de la classe des grands propriétaires, de la noblesse, des classes possédantes, comme tel était le cas en Russie. Ils sont organisés avec les grands propriétaires dans les coopératives et dans les partis politiques. Il est compréhensible que la partie riche et influente des paysans, poussée par les mêmes raisons que les capitalistes privés, restreigne l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires à cause de l'inflation ; mais aussi pour des causes politiques, elle cherchera à affamer les villes

prolétariennes. Nous ne pourrions alors faire autrement que de prendre là où nous trouverons. Il faudra réquisitionner les réserves de marchandises de la bourgeoisie, c'est-à-dire s'emparer des grands dépôts de marchandises : vêtements, chaussures, linge, pour les remettre aux ouvriers. Il faudra réquisitionner les appartements de la bourgeoisie pour y loger les ouvriers et s'emparer des denrées alimentaires des paysans riches. Il faudra, qu'on le veuille ou non, passer, dans le premier stade de la dictature du prolétariat, du système des rapports de marché aux mesures du communisme de guerre pour satisfaire au moins partiellement la classe ouvrière : sinon, on perdra le pouvoir conquis.

Je dois souligner encore une fois que le partage de la terre n'est pas en contradiction avec le communisme de guerre. Au contraire, en partageant la terre, on attache à la dictature du prolétariat la couche des paysans pauvres et des ouvriers agricoles, ce qui facilite la réquisition des denrées alimentaires.

Voici un autre moment du même phénomène : la confiscation de la terre des paysans riches et sa remise aux paysans pauvres augmentent la résistance des paysans riches et nous forcent d'appliquer les mesures du communisme de guerre. Je répète qu'il ne s'agit pas de tendre vers le communisme de guerre, mais que le mécanisme de la lutte de classes au début de la dictature nous imposera une politique de communisme de guerre.

Et qu'en sera-t-il de la petite bourgeoisie, de l'artisanat, des petits marchands, etc. ? Nous avons commis en Hongrie la faute de défendre de suite tout le commerce libre et d'éloigner de nous cette couche de la population. Il ne faut pas répéter cette faute. Le communisme de guerre ne signifie pas prohibition totale de tout commerce libre. Le camarade Boukharine nous a reproché sévèrement cette erreur ; il a eu raison. Mais je dois rappeler, qu'en même temps, même plus tard encore, ici en Russie, on a commis la même faute, on a fait chasser par la milice les petits marchands des rues qui voulaient exercer leur commerce. Ce n'est pas une faute tombée du ciel. C'est la logique inhérente au système qui, dans ces conditions, dépasse parfois les buts rationnels, pousse parfois la machine bureaucratique au delà de la limite rationnelle, au delà du nécessaire.

J'estime qu'il est d'une grande importance pratique pour nos partis communistes de ne pas donner dans l'idéologie d'après laquelle on doit éviter le communisme de guerre à tout prix, qu'on doit directement recourir à la politique de la NEP. Cela susciterait deux grands dangers : primo, la possibilité d'une opposition ouvrière de gauche. Il est clair qu'en établissant la dictature du prolétariat pendant la guerre civile, on ne peut pas limiter artificiellement, par des mesures rationnelles, le degré d'expropriation. On peut par exemple décréter la nationalisation des entreprises occupant plus de 50 ouvriers. Mais il est impossible d'obtenir des ouvriers qui sortent à peine de la guerre civile contre les capitalistes, de se soumettre, au moment où le pouvoir des ouvriers est établi, à la direction des capitalistes et de suivre dans les usines leurs directives. Camarades, ceci est irréalisable, l'exemple de la Hongrie l'atteste. Je peux vous donner un exemple comique.

Pendant la dictature, une délégation du syndicat des coiffeurs est venue me trouver au commissariat en demandant la nationalisation des boutiques de coiffeurs occupant 20, 30 et 50 ouvriers. J'ai refusé. Allez au diable, faites ce que vous voudrez, leur ai-je répondu, nous

avons d'autres chats à fouetter que de nationaliser les boutiques de coiffeurs. Quelques semaines plus tard, l'organe des coiffeurs publia deux ou trois articles véhément dirigés contre moi. On m'accusait d'être contre la nationalisation des boutiques de coiffeurs parce que dans ma famille il y avait des coiffeurs... (*Rires*)

Dans ce stade, il est inconcevable de remettre dans ses droits, par une pression quelconque du pouvoir ouvrier, un capitaliste chassé. C'est tout à fait impossible, camarades, cela déclencherait seulement une opposition de gauche très dangereuse, cela produirait une dislocation de la classe ouvrière.

Et voici, camarade, une autre possibilité, un autre danger.

Si l'idéologie de la nouvelle politique économique prend trop le dessus dans les rangs du parti communiste, parmi les dirigeants de nos partis, il y a à craindre que la lutte contre la bourgeoisie ne soit pas menée jusqu'au bout, qu'on conclut une paix avec les éléments capitalistes avant que cette classe ne soit démolie en tant que classe organisée, avant qu'on ne lui ait retiré la base matérielle de son activité contre révolutionnaire.

Ces deux dangers, camarades, vécus par nous personnellement, me forcent à y revenir encore une fois. La question n'est pas encore tranchée avec la conquête du pouvoir. Le pouvoir conquis peut être perdu. Quand le camarade Boukharine nous reproche notre fausse politique en Hongrie, nous devons dire que durant les 10 années qui se sont écoulées depuis la chute du pouvoir, nous avons bien examiné les fautes commises, en reconnaissant la grande responsabilité que nous portons dans la défaite de la révolution prolétarienne hongroise. Mieux qu'aucun autre, nous comprenons, camarades, quelle importance cela aurait eu pour la révolution mondiale si nous avions pu garder la dictature en Hongrie. Je crois que la physionomie de l'Europe aurait été tout autre. Nous reconnaissons nos fautes, mais on ne peut pas qualifier toutes nos fautes de communisme de guerre et se baser sur la malheureuse issue de la dictature hongroise pour condamner le communisme de guerre. Cela n'est pas juste. La nécessité de garder le pouvoir nous forcera dans la majorité des pays à recourir au communisme de guerre. Nos ennemis nous pousseront vers le communisme de guerre que nous le voulions ou non, et chaque dirigeant responsable du parti communiste doit considérer sérieusement cette possibilité et cette nécessité.

III. Rapport de Varga

sur la situation en Union soviétique

[Quarante-et-unième séance 22 Août 1928, matin]

PIATNITSKI (Président) : La 41^e séance plénière du VI^e congrès mondial est ouverte : nous passons au cinquième point de l'ordre du jour : la situation dans l'Union soviétique et dans le P. C. de l'U. S. Le premier orateur est le camarade Varga.

LA SITUATION EN UNION SOVIETIQUE

Rapport de Varga

(in extenso)

Camarades, l'époque à laquelle nous vivons est celle du déclin du capitalisme, c'est l'époque du capitalisme mourant, en même temps que l'époque des révolutions prolétariennes. Le fait de la stabilisation ne change rien à cette ligne fondamentale de l'évolution. Dans cette période, le prolétariat révolutionnaire se forme, sous la direction des partis communistes, en armée révolutionnaire ayant une direction unique. La formation de ces armées révolutionnaires se trouve, dans les différents pays, à divers degrés de développement. Dans certains pays, les rangs révolutionnaires sont seulement en train de se constituer; dans d'autres, le prolétariat en lutte a déjà accumulé des expériences importantes. L'Union Soviétique est jusqu'ici le seul pays au monde où le prolétariat est déjà parvenu à la victoire, où il a renversé la bourgeoisie et conquis le pouvoir d'Etat.

Ce fait, camarades, modifie la méthode de la lutte de classes. Le centre de la lutte de classe internationale devient la lutte entre les pays où la bourgeoisie est encore au pouvoir et l'Union Soviétique où le prolétariat est déjà installé au pouvoir. Mais, la lutte de classes se poursuit aussi dans l'Union soviétique ; la période de la dictature du prolétariat ne signifie pas la fin, mais une autre forme de la lutte de classes. Il serait faux de croire que dans l'Union soviétique, il n'y a plus de lutte de classe. Même les méthodes de cette lutte usuelle dans les pays capitalistes se reproduisent ici et là. Je rappellerai combien souvent des correspondants ouvriers, des correspondants paysans ont été assassinés par des éléments hostiles à la dictature. Toujours à nouveau, le pouvoir prolétarien se voit contraint d'appliquer la peine de mort contre ses ennemis : ainsi donc, même ces formes les plus violentes de la lutte trouvent aujourd'hui encore leur expression dans l'Union soviétique. Malgré tout, camarades, l'ensemble de la lutte de classe, les buts de la lutte de classes sont, dans l'Union soviétique, différents de ce qu'ils sont dans les pays capitalistes. Dans ces derniers, le prolétariat lutte contre l'Etat capitaliste ; en Union soviétique, le prolétariat protège le pouvoir d'Etat, il défend d'Etat prolétarien. Dans les pays capitalistes, nous sommes pour la révolution ; dans

l'Union soviétique, nous sommes pour la paix intérieure, pour le développement: pacifique dans la voie du socialisme. Dans les pays capitalistes, nous sommes pour le renversement de l'ordre social capitaliste ; dans l'Union soviétique, nous travaillons à transformer la société de classe en une société socialiste et, plus tard, en une société communiste. L'alliance du prolétariat et des grandes masses de paysans travailleurs constitue la base de la dictature prolétarienne dans l'Union soviétique, ainsi que l'a souligné Lénine dans tous ses écrits. Cela s'explique par le fait qu'en Union soviétique, on compte près de 60 millions de travailleurs des champs, tandis que les ouvriers de la grosse industrie atteignent tout au plus le chiffre de 5 millions. De là cette forme particulière de la lutte de classes dans l'Union soviétique, cette lutte autour de la couche puissante des paysans laborieux. La lutte n'est pas menée contre eux, mais contre les éléments capitalistes pour trancher la question de savoir qui doit conduire cette armée formidable que constituent les millions de paysans laborieux. Sans cesse. Lénine a souligné dans ses ouvrages cette particularité de la situation dans l'Union soviétique. Il a toujours à nouveau mis en garde contre le fait que pourrait surgir un conflit entre les paysans travailleurs et les prolétaires. Dans son dernier discours au IV^e congrès de l'I.C, il déclara en parlant des faits qui précédèrent l'introduction de la NEP :

« Ce fut la première, et je l'espère, la dernière fois, dans l'histoire de la Russie des soviets, que nous avons eu contre nous la grande masse des paysans, non pas consciente, mais poussée par son instinct, par sa mentalité. »

Précédemment déjà, dans sa fameuse brochure sur l'impôt en nature, il écrivait :

« On ne peut tromper les classes; nous devons poser directement la question : les intérêts des classes sont différents ; le petit producteur agricole ne désire pas ce que désire l'ouvrier. Nous savons que seulement une alliance avec la paysannerie peut sauver la révolution socialiste en Russie, tant que la révolution ne survient pas dans les autres pays. Les paysans ont montré qu'ils ne sont pas contents de la forme de rapports qui s'étaient établis chez nous ; ils ont montré qu'ils ne désirent pas ce genre de rapports-là et qu'ils ne veulent pas continuer cette existence. Il ne fait pas de doute que cette volonté s'est clairement exprimée et que c'est la volonté de l'énorme masse de la population travailleuse ; nous devons tenir compte de cela et nous sommes assez souples pour pouvoir dire : nous voulons examiner cette chose. »

Dans l'ensemble du système économique de l'Union soviétique, les éléments capitalistes remplissent aujourd'hui encore certaines fonctions et les rempliront jusqu'au moment où l'organisation de l'économie socialiste sera suffisamment élargie pour pouvoir assurer elle-même ces fonctions. Jusqu'à ce moment-là, malgré la lutte, une collaboration avec les capitalistes subsistera, collaboration limitée. Dictée par l'intérêt de la dictature prolétarienne, mais collaboration tout de même. Dans son dernier article, écrit en 1923, Lénine disait :

« Dans notre République des soviets, l'édification sociale est basée sur la collaboration des deux classes, le prolétariat et les paysans. A cette collaboration sont admis actuellement, sous certaines conditions, également les nepmen, c'est-à-dire la bourgeoisie. Si des différences de classes surgissent entre ces classes, c'est-à-dire entre le prolétariat et la paysannerie, la rupture sera inévitable. Mais, dans notre œuvre l'édification sociale, le caractère inévitable de cette rupture n'est absolument pas donné »

Ainsi, camarades, collaboration avec la grande masse de la paysannerie, à la condition que dans toute l'œuvre de construction sociale de l'Union soviétique, aucun facteur n'existe qui pourrait conduire à une rupture entre le prolétariat et les paysans laborieux. Vous remarquez, camarades, combien les conditions de la lutte de classe sont différentes dans les pays capitalistes et dans l'Union soviétique.

Mais, la révolution, la dictature du prolétariat dans l'Union soviétique n'en reste pas moins une partie de la révolution mondiale. En tant que prolétariat international, opposé à une bourgeoisie internationale, le prolétariat de l'Union soviétique que constitue, avec les armées communistes des différents pays capitalistes une armée unique et, parce qu'il en est ainsi, il est absolument nécessaire que l'état-major de cette armée, le congrès de l'Internationale communiste, ait une idée claire, juste, des conditions qui règnent dans le premier Etat prolétarien, dans la principale armée de la révolution prolétarienne. On ne peut concevoir une direction uniforme de la lutte, si chaque armée, prise indépendamment, ne voit pas clairement ce qui se passe dans la forteresse de la révolution prolétarienne. C'est pour cette raison, camarades, que j'exposerai avec une clarté absolue, avec une exactitude scrupuleuse, ce qui se passe dans l'Union soviétique. Cela est d'autant plus nécessaire que depuis qu'existe l'Union soviétique, la presse capitaliste, la presse social-démocrate parlent sans cesse d'une crise finale de la dictature du prolétariat. La moindre difficulté qui surgit en Union soviétique est aussitôt enflée jusqu'à devenir une crise gigantesque.

Evidemment, camarades, il y a des difficultés, mais on ne peut pas parler d'une crise. Je parlerai plus loin en détail sur ce point. Mais, en premier lieu, il nous faut parler des succès énormes obtenus par l'Union soviétique, par le prolétariat de l'Union soviétique, dans les quatre années qui se sont écoulées depuis le V^e congrès mondial. J'examinerai les problèmes suivants dans mon rapport :

1. Les conquêtes économiques des quatre dernières années
2. Les éléments du développement du socialisme dans la société soviétique
3. L'analyse de la situation des classes.
4. Les difficultés actuelles.
5. Les perspectives du développement ultérieur.¹

I. Les résultats de l'édification économique en Union soviétique depuis le V^e Congrès mondial

Je commencerai par les résultats des dernières années. Ces succès montrent que, contrairement aux affirmations des bourgeois et des social-démocrates, le prolétariat en parfaitement en état de prendre en main les forces productives créées par le capitalisme et les développer. Le développement de l'Union soviétique prouve que les capitalistes sont superflus et nuisibles au développement ultérieur de l'humanité. Le développement de l'Union soviétique prouve que le capitalisme est une période historique passagère; cela est

¹ [En fait, il y a 6 § : cette liste omet le §4 sur la planification]

démonstré, non seulement en théorie, mais encore en pratique, à travers la puissante œuvre d'édification des dernières années.

Selon les prévisions de Lénine, en 1921, « la restauration de la grosse industrie mettra au moins dix ans et, en raison de notre état de pauvreté, probablement plus de temps encore ». Nous devons constater que cette prévision de Lénine est un des très rares cas où il se soit trompé. La reconstruction de la grosse industrie n'a pas eu besoin de dix ans, elle s'est opérée dans une période beaucoup plus courte. Aujourd'hui, nous pouvons constater que la reconstruction de l'économie est accomplie, que la période de transformation, de nouvelle construction de toute l'économie est en cours et que le niveau d'avant-guerre est déjà dépassé. Dans les dix dernières années, l'augmentation de la production a atteint des dimensions formidables. Permettez-moi de vous citer quelques chiffres. La valeur de la production agricole, au taux d'avant-guerre, se monte pour 1925 à 10,3 milliards de roubles; pour 1925-26, à 12,3 ; pour 1926-27, à 12,8 et pour l'année économique courante 1927-28, il est prévu 13,2. La production industrielle atteint 5 milliards en 1924-25 ; en 1925-26 : 6,9 ; en 1926-27 : 7,6 ; en 1927-28 : 8,9 milliards de roubles d'avant-guerre. L'augmentation annuelle est, pour l'agriculture, respectivement de 19 %, 4 %, 3 % ; pour l'industrie, de 39 %, 14 %, 13,4 %. Vous constatez, camarades, qu'il se produit un certain ralentissement du rythme de croissance. C'est la conséquence naturelle du fait que nous n'utilisons plus les anciens moyens de production hérités du capitalisme et que nous sommes déjà entrés dans une période où nous devons, créer par nous-mêmes de nouveaux moyens de production.

J'attire particulièrement l'attention des camarades sur le fait que la marche du développement économique dans l'Union soviétique est sensiblement plus rapide qu'elle ne l'a été dans aucun pays capitaliste depuis 1921. Je prends comme point de départ l'année 1921, parce que cette année représente le niveau le plus bas pour l'Union soviétique et, en même temps, la grande crise d'après-guerre dans les pays capitalistes. En mettant le niveau de 1921 égal à 100, nous obtenons pour la production de blé dans l'Union soviétique, 365 ; par contre, pour les Etats-Unis, 107 ; pour l'Angleterre, 76 ; pour l'Allemagne, 112. De même pour le seigle. Pour les produits industriels la différence est encore beaucoup plus sensible.

Chacun pourrait objecter que les chiffres sur lesquels nous nous basons ont été établis par des agences russes. Mais, camarades, nous en avons aussi qui sont fournis par les pays capitalistes. Chaque année, la Société des Nations publie un gros volume sur le développement de la production et du commerce. Dans ce livre, nous trouvons les données suivantes. L'année 1913 est représentée par le chiffre 100. La valeur est donnée en valeur or d'avant-guerre. Voici ces chiffres :

Pour toute l'Europe, sans compter l'Union soviétique, l'index de la production pour 1926 est indiqué par 95, soit 5 % de moins que pour 1913. Mais, avec le chiffre de l'Union soviétique, l'index atteint 100. Ainsi, le fait d'adjoindre l'Union soviétique fait remonter l'index de la production européenne de 5 %. Cela signifie donc que, tandis que l'Europe se trouve encore à un niveau de 5 % inférieur à celui d'avant-guerre, nous sommes avancés au point de relever l'index européen de 95 à 100, en introduisant le chiffre de production de l'Union soviétique, toujours selon les calculs de la Société des Nations.

Je dois faire remarquer, camarades, que ce progrès de l'Union soviétique a été atteint exclusivement par ses propres forces, tandis que la restauration de l'Allemagne, de la Pologne, de l'Italie, etc. s'est faite au moyen d'énormes crédits, obtenus auprès des Etats-Unis d'Amérique, alors que les crédits fournis à l'Union soviétique sont tout à fait insignifiants et se chiffrent par quelques centaines de millions de roubles contre plus de 10 milliards de marks à l'Allemagne, dont la population représente la moitié de celle de l'Union soviétique. Ce n'est pas avec l'aide des puissances capitalistes, mais c'est dans une lutte contre ces puissances capitalistes sur le marché mondial, que le prolétariat de l'Union soviétique a réussi à relever l'économie, en regard de 1913, toujours d'après les données de la Société des Nations, bien au-delà du niveau atteint par l'Europe entière. C'est là, camarades, ce qu'il y a d'essentiel à dire sur ce sujet.

J'ai déjà souligné, camarades, que désormais, l'œuvre de reconstruction ne peut plus s'opérer à la même allure, que nous n'avons plus maintenant à remettre en action les moyens de production hérités de la période capitaliste, mais que depuis deux ans déjà, nous devons bâtir par nos propres forces. Cela signifie qu'une vaste accumulation doit se faire. Alors que, dans les premières années de la dictature du prolétariat, l'Union soviétique a vécu de l'héritage de l'économie pré-révolutionnaire et que, jusqu'en 1924-1925, la fortune totale du pays a encore diminué, il s'est produit ces dernières années une énorme accumulation. Je rappelle le discours de Lénine au IV^e Congrès, lorsqu'il déclara avec fierté : Nous avons accumulé les premiers 20 millions de roubles-or que nous pouvons employer pour le développement de l'économie. Au cours des quatre ans qui se sont écoulés depuis le V^e congrès, 9 milliards et demi de roubles ont été accumulés par l'économie d'Etat, c'est-à-dire dans le secteur socialiste de la production, et 3 milliards et demi de roubles en moyens de circulation, donc en matières premières et en produits fabriqués : au total, 12,9 milliards. Pendant ces quatre années, 13 milliards de roubles en chiffres ronds ont été accumulés. Vous voyez par là ce que les 20 millions modestes au sujet desquels Lénine se réjouissait tant, sont devenus pendant ces quatre dernières années. Dans cette accumulation, l'accumulation paysanne, l'accumulation privée ne sont pas comprises.

Cette grosse accumulation permet désormais à l'Union soviétique d'entreprendre d'énormes entreprises nouvelles. Je rappelle ici les grands travaux d'électrification, la construction de la station électrique de Dnieprostroi, la construction de la grande ligne de chemin de fer de Sibérie-Turkestan, la construction projetée du canal Volga-Don.

En même temps, se produit un relèvement notable de la moyenne des revenus des travailleurs des villes ; en 1924, elle atteignit 507 roubles, tandis qu'actuellement elle se monte à 669. Le revenu d'un ouvrier de la ville a passé de 572 roubles à 843. En face de cela, le montant du coût de la vie ne s'est presque pas modifié pendant ces quatre années. L'index budgétaire, c'est-à-dire l'index du petit commerce se montait, il y a quatre ans, à 1,86 et actuellement il se monte à 1,95. Le revenu national total est monté de 15,6 milliards de roubles à 24 milliards, soit une augmentation de 50 %.

Nous pouvons aussi comparer l'accumulation d'avant-guerre à l'accumulation d'aujourd'hui. Avant la guerre, sur le revenu national, 22 % revenaient à la classe dominante, c'est-à-dire plus d'un cinquième, sur une somme totale de 2,7 milliards de roubles-or ; la

moitié environ était accumulée. L'accumulation véritable, après déduction du capital fictif, se montait à 800-1000 millions de roubles. Nous voyons par là qu'actuellement l'accumulation est à peu près le double de ce quelle était avant la guerre.

Le relèvement général du niveau de vie s'exprime aussi dans toute la manière de vivre de la population. Je signalerai ici avant tout la formidable augmentation de la population. La population de l'Union soviétique, pendant ces quatre dernières années, a augmenté de 3 millions d'âmes. Le nombre des naissances est presque le plus haut du monde entier : 45 pour 1000 et ceci, malgré qu'il n'existe aucune loi contre l'avortement, et que chaque femme soit libre de décider si elle veut mettre un enfant au monde ou non. Au contraire, lorsqu'une femme ne veut pas d'enfant, elle trouve l'appui nécessaire en Union soviétique, des cliniques et des médecins, pour se débarrasser de son fardeau dans toutes les conditions d'hygiène indispensables. Malgré cela, l'augmentation du nombre des naissances est énorme dans la période actuelle, cette augmentation se produit parallèlement à une diminution rapide du taux de la mortalité ; de là cet énorme accroissement de plus de 3 millions. Avant la guerre, en 1911-1913, la mortalité pour la Russie était de 29 pour 1000 ; en 1925, elle était de 21,4 pour 1000, donc une diminution de 8 pour 1000. Cela représente un succès énorme de l'hygiène en Russie des soviets, un résultat important pour l'Etat soviétique. Des maladies qui, au temps du tsarisme, ne pouvaient être extirpées, par exemple le choléra, ont entièrement disparu et d'autres maladies, comme le typhus et la tuberculose, sont en très forte régression.

J'ai sous les yeux un article du camarade Siémachko, écrit à l'occasion du 10^e anniversaire du Commissariat de l'Hygiène publique ; on y trouve des chiffres surprenants sur les progrès réalisés dans ce domaine. Ainsi, la mortalité infantile qui, en 1913, atteignait encore 26 % une des proportions les plus élevées pour l'Europe, est tombée, en 1920, à 18,7. Sur 100 enfants nouveaux-nés, il en meurt actuellement 9 de moins dans leur première année qu'au temps du tsarisme. Des progrès tout aussi réjouissants sont obtenus dans le relèvement général de la culture, dans l'instruction, lecture et écriture, surtout parmi les nationalités autrefois persécutées et opprimées. Tout cela démontre les progrès formidables réalisés ces dernières années.

II. Le développement vers le socialisme

Je passe à la seconde partie de mon rapport. Il est clair que bien que nous devons saluer ces progrès culturels et matériels, il nous faut examiner si ce progrès est lié avant tout à un développement vers le but final du socialisme. Car un relèvement de la situation matérielle s'est produit aussi en Amérique par exemple, dans les pays capitalistes, en même temps qu'un relèvement de la culture. Je passe donc à la question de savoir dans quelle mesure ce développement signifie en même temps le développement vers le socialisme. Il me faut ici signaler en premier lieu qu'en U.R.S.S. il y a, dans tout le travail de construction, une division en deux parties, d'une part le secteur socialiste, d'autre part le secteur de l'économie privée. Cette division n'est pas absolument tranchante. Une des lignes de développement de la société socialiste consiste précisément dans le fait que le secteur de l'économie privée subit de plus en plus l'influence du secteur socialiste. Il s'avère que le secteur socialiste, ces dernières années, s'est fortement renforcé à plusieurs égards. Permettez-moi de vous soumettre quelques

chiffres. Sur le nombre des ouvriers salariés de l'Union soviétique, 80 % étaient occupés en 1924 dans le secteur socialiste, contre 81 % en ce moment. En 1924, 30 % et actuellement 40 % de la production brute (y compris l'agriculture) revenaient au secteur socialiste ; pour les capitaux investis, cette proportion a passé de 44 % en 1924-25, à 65 % actuellement. Nous obtenons les chiffres absolus suivants : pour 1924-25, la production industrielle et agricole du secteur socialiste atteignait 4,2 milliards et celle du secteur privé 11 milliards. Pour 1927-28, le secteur socialiste atteint 8,2 milliards, c'est-à-dire qu'il a augmenté de 100 %, qu'il a doublé. Le secteur privé atteint, en 1927-28, 13,8 milliards : il, a donc augmenté de 20 % en chiffres ronds. La production totale augmente rapidement, mais le secteur socialiste augmente encore plus rapidement. On observe le même développement dans le commerce ; ces dernières années, le commerce privé fut refoulé par le développement des coopératives dans une proportion peut-être plus forte encore.

Il y avait, en 1921-22, 20 000 magasins des coopératives ; actuellement il y en a 78 000. Le nombre des coopérateurs a passé de 7 millions à 18 millions. Parallèlement à cela s'opère l'élimination du commerce privé dans les échanges.

Le second facteur qui intervient dans cette situation, c'est l'industrialisation du pays. Je n'ai pas besoin de démontrer aux camarades que la base de la dictature prolétarienne, c'est le développement de la grosse industrie. A cet égard, les dernières années ont montré une avance énorme. Cette avance est absolument indispensable pour l'Union soviétique, si elle ne veut pas rester un pays agraire, annexe du monde capitaliste, si elle ne veut pas renoncer à sa capacité de lutte. Les camarades savent qu'en face de la technique actuelle de la guerre, le développement industriel du pays décide de sa capacité de défense. Un pays agraire qui ne possède pas sa propre industrie ne peut se défendre en temps de guerre. Donc, le développement de la grande industrie est une des principales bases du développement socialiste, tant au point de vue technique qu'au point de vue de classe dans la lutte avec le monde capitaliste. C'est pourquoi je vous prie de considérer encore quelques chiffres.

Le rapport entre la production industrielle et la production agricole s'est modifié dans les proportions suivantes : en 1924-25, la proportion de l'agriculture était donnée par 67,6 % et celle de l'industrie par 32,4 %. Pour l'année 1927-28, cette proportion est de 59,8 % pour l'agriculture et de 40,2 pour l'industrie. A l'intérieur même de l'industrie, la production des moyens de production se développe beaucoup plus rapidement que la production industrielle en moyenne. Le rapport de développement entre l'industrie des moyens de production et celle des moyens de consommation, s'exprime par les chiffres suivants : le capital placé dans l'industrie des moyens de productions, pour l'année 1927-28, est de 887 millions de roubles et, dans l'industrie des moyens de consommation, de 278 millions de roubles ; ainsi donc, le nouveau capital investi au cours de l'année économique courante dans la production des moyens de production est quatre fois plus élevé.

Je vous illustrerai encore le développement de ces deux branches : en 1924-25, la valeur de la production des moyens de production était de 41,6 % contre 58,4 % pour les produits de consommation, c'est-à-dire que la production des moyens de consommation était notablement plus élevée. En 1927-28, c'est-à-dire pour l'année courante, la proportion change : 55 % pour la fabrication de moyens de production seulement 45 % pour la production des moyens de

consommation. Nous constatons donc que nous sommes en plein dans la voie du socialisme, de l'industrialisation, dans la voie de la transformation d'un pays agraire en un pays industriel. Je dois souligner que le développement de l'industrie des moyens de production dépasse à tous égards l'allure du développement dans les pays capitalistes.

III. Les rapports de classes

Les camarades savent que, dans l'analyse de principe que Lénine a donnée des rapports de classes dans l'Union soviétique, il a fixé cinq types économiques sociaux : socialisme, capitalisme d'Etat, capital privé, petite production (artisanat, industrie à domicile et paysannerie) et l'économie patriarcale (c'est-à-dire l'économie des populations soviétiques qui sont à un niveau plus bas). Rien n'a été modifié à cette structure fondamentale pendant les dernières années. Mais le rapport entre les différents types économiques sociaux a subi une profonde transformation. L'élément socialiste a considérablement augmenté tandis que le capitalisme d'Etat est presque sans importance. L'espérance qu'un puissant capitalisme d'Etat se développerait sous la forme de concessions étrangères a été entièrement anéantie. Les concessions jouent dans l'économie soviétique actuelle un rôle absolument insignifiant. L'économie patriarcale joue un rôle tout aussi minime, ce qui fait qu'aujourd'hui nous n'avons plus au fond que trois types décisifs : le socialisme, la petite économie et le capital privé et, en conséquence, trois classes principales : le prolétariat, la paysannerie (avec les artisans et la petite bourgeoisie des villes) et les éléments capitalistes.

La question est de savoir comment évolue le rapport des principales classes sous l'influence de la politique économique de la dictature prolétarienne. Il faut ici signaler les différences existant entre la politique économique d'un Etat capitaliste et la politique économique de la dictature du prolétariat. La politique économique des Etats capitalistes s'oriente vers le maintien du mode de production capitaliste, vers sa consolidation et son extension. La politique économique du capitalisme tend à raffermir la base de classe de la dictature de la bourgeoisie, tandis que chez nous, au contraire, la politique économique tend à renforcer la base de classe de la dictature-du prolétariat. En régime capitaliste on soutient les « éléments les plus capables » de la paysannerie ; dans l'Union soviétique, on cherche à relever le niveau des paysans pauvres, à maintenir celui des paysans moyens et à lutter contre les koulaks. Dans le monde capitaliste : lutte pour le profit maximum des capitalistes ; dans l'industrie soviétique, pour le bien-être maximum des travailleurs. Dans les pays capitalistes, la conséquence en est que les producteurs indépendants sont assujettis au capitalisme ; dans l'Union soviétique, les producteurs indépendants, les petits producteurs sont transférés graduellement dans la sphère de l'édification du socialisme, par le relèvement de leur situation.

Quels moyens sont à la disposition de la dictature pour sa politique économique ? La situation est radicalement différente de la situation dans les pays capitalistes. Certes, il y a des moyens identiques, telles la politique douanière et la politique des impôts. Mais la dictature du prolétariat qui détient les postes de commandement de l'économie dispose encore de toute une série d'autres moyens pour agir sur le secteur de l'économie privée. C'est tout d'abord la fixation des prix par l'Etat pour les produits de l'industrie en vente et la fixation de prix par

l'Etat pour les produits qu'on achète, la politique de crédits des banques etc... Evidemment, malgré ces moyens efficaces, il y a des bornes. Ces moyens ne peuvent être appliqués d'une manière illimitée tant qu'existe le secteur de l'économie privée. Mais ces moyens sont puissants et peuvent être utilisés avec grand succès. Où leur application s'arrête-t-elle ? Elle s'arrête là où devient nécessaire la collaboration avec la grande masse paysanne. Une politique économique qui ne reconnaîtrait pas cette limite aboutirait à une rupture avec la grande masse des paysans et ferait naturellement surgir dans l'Union soviétique et dans les circonstances particulières le danger de la chute de la dictature du prolétariat.

a) Le prolétariat.

Si nous considérons comment évolue la situation des différentes classes sous la dictature, nous constatons que la situation du prolétariat s'est considérablement améliorée ces dernières années. Le salaire réel du prolétariat industriel s'élève actuellement, si nous lui incorporons les avantages sociaux, à 134 % du salaire d'avant-guerre et dépasse de beaucoup le développement du salaire réel dans les principaux pays capitalistes.

Le pourcentage du salaire réel actuel par rapport à celui d'avant-guerre est dans l'Union soviétique beaucoup plus élevé que dans les pays capitalistes (Union soviétique, 134 % ; Etats-Unis, 130 % ; Angleterre, 103 % ; Allemagne, ouvriers qualifiés, 103 % ; ouvriers non qualifiés, 93 %) ; j'ajouterai encore que ces chiffres des pays capitalistes sont tirés directement des données officielles et, par conséquent, embellissent la situation. La différence véritable est encore plus accentuée que ne l'indiquent ces chiffres.

En ce qui concerne le temps de travail, il se montait déjà en 1926, avant l'introduction de la journée de 7 heures, à une moyenne de 7 heures et demi par jour, contre 9 heures et demi avant la guerre. Les camarades savent qu'actuellement, dans un grand nombre de fabriques déjà, la journée de 7 heures est introduite ou est entrain d'être appliquée. En outre, chaque ouvrier reçoit annuellement un congé payé de 2 semaines au minimum ; plus d'un demi-million d'ouvriers sont chaque année envoyés dans des maisons de repos, de sorte que la situation des ouvriers s'est notablement améliorée.

Cela ne veut pas dire que dans l'Union soviétique il n'y a pas aussi des ouvriers sérieusement exploités. Il y en a et nous ne pouvons le nier. Il existe tout d'abord une forme cachée d'exploitation des travailleurs à domicile, des « koustaris », par les capitalistes ; ils sont exploités par le fait que, au même titre que dans les pays capitalistes, les capitalistes installent ces ouvriers à domicile formellement et légalement en tant qu'artisans indépendants. En tant qu'artisans indépendants, ils ne sont pas soumis aux lois de protection du travail, ils ne peuvent être syndiqués. Aussi ces quelques centaines de mille d'ouvriers sont-ils sérieusement exploités.

D'autre part, il y a aussi une exploitation semblable, extraordinairement difficile à contrôler, des travailleurs agricoles par les paysans riches. Il y a dans l'Union soviétique environ 2 million d'ouvriers agricoles et vous serez surpris d'apprendre que sur ce nombre, seulement 500 à 600 000 sont organisés dans les syndicats. Mais il ne faut pas oublier l'immense étendue de l'Union soviétique en appréciant la tâche d'organiser les ouvriers agricoles très dispersés. Considérez simplement que le train met 10 jours depuis la frontière

polonaise à Vladivostok, que le territoire de l'Union soviétique s'étend du pôle Nord à la frontière de l'Inde et que les ouvriers agricoles sont dispersés sur cet immense territoire, en 800 000 villages qui sont souvent éloignés de plus de mille kilomètres de la prochaine station de chemin de fer. Cela nécessitera encore un effort énorme de la part des syndicats et de la dictature du prolétariat, jusqu'à ce que l'on ait réussi à organiser chacun de ces ouvriers et à les soustraire à l'exploitation des koulaks, des paysans riches.

b) *La paysannerie.*

J'examinerai la situation de la paysannerie sous le régime de la dictature du prolétariat. A ce sujet, je mentionnerai les deux théories énoncées souvent par la bourgeoisie à savoir que, premièrement, dans l'Union soviétique, le prolétariat industriel vit eu parasite aux frais des paysans, c'est-à-dire de la classe des paysans. J'ai reçu de la commission du plan d'Etat une documentation détaillée sur ce que les paysans ont retiré de la révolution et comment leurs rapports, c'est-à-dire les rapports de la campagne à la ville, se sont modifiés. Les paysans ont reçu, gratuitement, 75 millions d'hectares de la terre des gros propriétaires fonciers et 65 autres millions d'hectares des terres des koulaks, au total 140 millions d'hectares. La valeur de ces terres se monte à plus de 20 milliards de roubles-or d'avant-guerre. Le revenu de ces terres, évalué en gros, atteignait alors 1 milliard de roubles-or. Il est donc établi que les paysans ont reçu gratuitement des terres d'une valeur de 20 milliards. Ce fait a constitué la base de l'alliance de combat du prolétariat et de la paysannerie, la base d'une lutte défensive contre l'intervention.

Mais, camarades, cette base de l'alliance commence maintenant à perdre son effet. Les paysans se sentent sûrs dans leurs droits de posséder la terre ; en conséquence, il faut examiner le résultat de la répartition des revenus courants pour pouvoir répondre à l'affirmation que le prolétariat industriel exploite les paysans. Considérez donc un pays capitaliste. Que donnent les paysans d'un pays capitaliste à la ville sans être indemnisés ? Ce sont : les impôts, les fermages, les intérêts sur les hypothèques et d'autres dettes, puis les frais de procès, les amendes, et, ce qui jouait un rôle particulier dans la Russie tsariste, les frais constants de corruption. Telles sont les contributions fournies avant la guerre par les paysans.

Qu'en est-il des impôts ? Avant la guerre, les paysans versaient en chiffres ronds, 500 millions de roubles-or, en faisant abstraction de la portion des impôts que l'Etat leur remboursait pour améliorer les cultures. Aujourd'hui, les paysans versent, si nous soustrayons de nouveau ce qu'ils reçoivent de l'Union soviétique pour le développement de leurs économies paysannes, la somme de 235 millions de roubles d'avant-guerre. Le fermage, c'est-à-dire la rente foncière, déboursée avant la guerre par les paysans, s'élevait, pour les 25 millions de déciatines affermées par les paysans avant la guerre (à un prix moyen de 14 roubles environ par déciatine) à 314 millions de roubles. Les intérêts d'hypothèques que versaient les paysans, étaient estimés à 100 millions de roubles. Le montant des amendes, des frais de procès, est très difficile à évaluer Je pense que l'on peut tranquillement l'apprécier à 100 millions de roubles. En totalisant nous constatons que les paysans versent aujourd'hui de 7 à 800 millions de roubles d'avant guerre de moins qu'avant la guerre. Mais en face de cela, il y a les ciseaux, c'est-à-dire le fait que les prix des produits agricoles, comparativement aux prix des produits industriels sont plus bas qu'avant la guerre. C'est, d'ailleurs, le cas dans le

monde entier. Nous pouvons évaluer actuellement cette différence à 40 %. Actuellement, la campagne vend pour 2 milliards et demi de roubles de produits agricoles à la ville. C'est la valeur des produits agricoles qui sont dirigés hors des campagnes et consommés dans les villes. 40 % de cette somme, cela fait à peu près un milliard de roubles actuels, soit environ la moitié en roubles d'avant-guerre. Il n'existe donc aucune exploitation en ce sens ; le fait est que les paysans fournissent actuellement quelques centaines de millions de moins à la ville qu'avant la guerre.

Naturellement, cela ne signifie pas qu'une certaine fraction des revenus des paysans ne soit pas employée actuellement à la construction de l'industrie socialiste. C'est le cas actuellement et cela durera bien quelques années encore. Etant donné que nous n'obtenons point de prêts à l'étranger, que nous n'exploitons pas de colonies, nous devons créer le capital pour le développement de notre industrie par le travail des masses laborieuses de l'Union soviétique. Les 60 millions de travailleurs des champs y doivent contribuer et cette contribution sera nécessaire sous la forme des ciseaux jusqu'à ce que nous ayons atteint le niveau absolu des pays capitalistes.

Est-ce que cela signifie exploiter les paysans ? Aucunement, car ces moyens tirés actuellement de la paysannerie sous la forme des ciseaux ne sont pas dissipés ensuite par une classe au pouvoir comme c'était le cas avant la guerre. Alors, après avoir exporté des centaines de wagons de céréales extorqués aux paysans comme fermages, comme rentes foncières, les propriétaires fonciers s'en allaient eux-mêmes à Paris dépenser la recette de leur vente. Les rapports d'aujourd'hui sont en gros les suivants : ce que les paysans donnent à la ville sert à développer l'industrie socialiste et, dans la mesure où se réalise ce développement, les prix des produits industriels achetés par les paysans diminuent. Par ce détour, la paysannerie rentre pleinement en possession de ce qui lui a été « pris ».

L'opposition a développé la thèse qu'il fallait élever sensiblement les prix des produits industriels pour diriger la plus grande partie possible des revenus des paysans dans l'industrie socialiste. J'ai déjà dit précédemment que bien que le pouvoir de l'Etat prolétarien soit très grand, il n'est pas illimité, ni économiquement ni politiquement. Au point de vue économique, cette limite est la suivante : les paysans peuvent, s'ils y sont sérieusement poussés, subsister longtemps sans acheter les produits industriels. Le paysan peut fabriquer ses matières textiles, il peut remplacer le sucre par des sirops qu'il confectionne lui-même. Si le paysan estime que les prix des produits industriels de l'Etat sont à un niveau inabordable, il se retire dans son économie familiale fermée et fait la grève de l'achat, comme en 1923. D'autre part, il existe en Union soviétique une industrie privée, artisanat, industrie capitaliste privée et industrie à domicile. Si nous fixons à un niveau trop élevé pour les paysans les prix des produits industriels, les formes arriérées de la production industrielle se développeront au détriment de l'industrie d'Etat. Cela veut dire que si le paysan peut se procurer des bottes, des étoffes, etc. à meilleur marché chez les industriels à domicile que dans l'industrie d'Etat, il le fera. Donc, en exagérant l'écart des ciseaux, comme le proposait l'opposition, on pousserait tout le développement de l'U.S. sur une ligne rétrograde : compression de la production agricole pour le marché, développement des éléments arriérés et hostiles dans l'industrie. De plus, une

semblable politique serait intolérable, au point de vue politique même, car elle troublerait l'alliance, la collaboration des paysans travailleurs avec les ouvriers.

La deuxième théorie, celle d'Otto Bauer, est tout aussi inexacte : elle prétend qu'il n'existe pas en Union soviétique de dictature du prolétariat, mais un gouvernement des paysans. Cette théorie, assez répandue chez les social-démocrates, est absolument fautive, ainsi que le démontrent les rapports entre les paysans et la dictature du prolétariat. Aucune de ces deux théories n'est juste ! Les paysans ne sont ni les gouvernants, ni des exploités. Il est nécessaire actuellement de prélever une valeur sur les produits de la paysannerie et cela est inévitable, puisque nous n'avons pas de sources étrangères qui puissent contribuer au développement de notre industrie. Mais quant à ce prélèvement, une politique juste tâchera toujours de ne pas dépasser la limite au delà de laquelle l'initiative individuelle productive des paysans serait détruite et l'alliance entre le prolétariat et les paysans menacée. Tout ce prélèvement de valeurs n'est nécessaire que jusqu'au moment où sera atteint le développement complet de l'industrie.

c) Le processus de différenciation dans les campagnes et le koulak.

J'examinerai maintenant le processus de différenciation dans la paysannerie et, d'une manière générale, la différenciation dans l'économie de l'Union soviétique pendant la période de la NEP. Nos camarades savent que Lénine souligna, au moment de l'introduction de la NEP que, sur la base du commerce privé, un développement capitaliste se produit inévitablement dans la petite économie et que la tâche de l'Etat soviétique, de la dictature du prolétariat, c'est de retenir ce développement capitaliste dans des cadres supportables, de le limiter, et après la consolidation de l'économie soviétique, d'éliminer de nouveau de la production les éléments capitalistes qui ont surgi sur la base de la nouvelle politique économique. Lénine ne considéra jamais la nouvelle politique économique comme une retraite ordinaire, mais bien comme une retraite qui devait constituer la base d'un assaut ultérieur, d'un passage ultérieur au socialisme.

Camarades, que s'est-il passé parmi les paysans sous le régime de la NEP ? Il ne fait aucun doute qu'une certaine différenciation s'est produite. Mais il est extraordinairement difficile de mesurer le degré de cette différenciation. Pourquoi donc ? Dans les pays capitalistes où la vente du sol est libre, on a une excellente mesure pour établir la différenciation dans la concentration du sol. En Union soviétique, il est interdit de vendre la terre. C'est pourquoi la formation d'une couche capitaliste de paysans basée sur la propriété du sol est impossible. Mais il y a différents autres indices encore. L'un de ces indices c'est l'étendue de la surface cultivée. Diverses statistiques intéressantes montrent les modifications survenues ces dernières années dans l'étendue des surfaces cultivées. Les chiffres suivants ont été donnés par l'Office central des Statistiques :

Sur 100 économies paysannes		
En 1922	En 1926	
4,1	4,5	ne possédaient aucune terre cultivée
81	67	possédaient jusqu'à 4 hectares
13	23	possédaient jusqu'à 8 hectares
1,4	5,2	possédaient de 8 à 13 hectares
0,2	0,8	possédaient au-dessus de 13 hectares

Ainsi, sur la base du développement de la surface ensemencée, on peut constater nettement une nouvelle différenciation dans la paysannerie. Mais l'indice basé sur la surface ensemencée n'est pas suffisant, car il existe des formes dissimulées très variées de la différenciation, des formes dissimulées de la dépendance des paysans pauvres à l'égard des paysans riches, des formes dissimulées d'exploitation des paysans pauvres par les koulaks.

Le rapport est à peu près le suivant : il y a en Russie soviétique, en chiffres ronds, 25 millions d'économies paysannes ; sur ces 25 millions, 8 millions sont des paysans pauvres, 16 millions, en chiffres ronds, sont des paysans moyens et près d'un million sont des koulaks. L'importance de la couche des koulaks est diversement appréciée. Larine l'évalue à 2 % ; Molotov parle de 3 à 4 % ; l'Académie communiste l'estime à 5-7 % ; l'opposition va jusqu'à 10 %.

Plus on évalue à un chiffre élevé la proportion de la couche que l'on appelle paysans pauvres et plus réduite sera la différence entre cette couche et celle des paysans moyens, car, à la campagne se produit un passage à peu près graduel ; ce n'est pas comme dans la ville où on peut dire avec plus ou moins de précision : tu es capitaliste, tu es artisan, tu es ouvrier. A la campagne s'opère un passage constant entre paysans pauvres, paysans moyens pauvres, paysans moyens, paysans moyens plus riches et gros paysan, paysans riches. Si nous comprenons dans la couche des koulaks un trop grand nombre de paysans, le caractère exploiteur typique du koulak disparaît. C'est pourquoi je pense que, si nous voulons maintenir que le koulak est un exploiteur, un individu qui tire ses revenus surtout de l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère, nous devons nous rallier à la proportion indiquée par Larine, c'est-à-dire 2 %. Ces 2 % représentent certainement une couche de paysans capitalistes exploités.

Sous quelle forme se poursuit cette exploitation ? Rappelez-vous que dans la production agricole, il y a trois éléments essentiels : le sol, la force de travail et les moyens de production. Dans les conditions données, la possession des moyens de production est décisive. Pourquoi ? La révolution a donné de la terre aux paysans sans terre, mais elle ne leur a pas donné les moyens de production en nombre suffisant. Parfois, le paysan pauvre a perdu les moyens de production qu'il avait acquis par la révolution, à la suite des mauvaises récoltes. Nous avons donc la situation suivante dans les campagnes : Nous trouvons un paysan pauvre en possession de sa terre et de sa force personnelle de travail ; mais il lui manque le bétail et les outils pour cultiver sa terre. C'est sur cette base que se développe une exploitation extrêmement variée des paysans pauvres par les koulaks ; par exemple, le koulak loue la terre au paysan pauvre, mais ce dernier doit aider à cultiver cette terre et ne retire qu'une très faible partie de la récolte : la part du lion revient aux paysans riches ; ou bien, du fait que cet affermage de la terre n'est pas avantageux pour le koulak, à cause des impôts, il se produit le cas inverse : le paysan pauvre fait cultiver sa terre par le cheval et la charrue du koulak qu'il prend à son service : formellement, le paysan pauvre devient patron ; le koulak travaille avec sa charrue, avec son cheval et ses machines chez le paysan pauvre. En apparence, le paysan pauvre est le patron, l'exploiteur chez lequel travaille le koulak ; mais en réalité, il se cache derrière cette apparence une lourde exploitation des paysans pauvres car une énorme partie de la récolte revient aux koulaks. Ou bien, il se produit aussi le cas suivant : le koulak cultive la

terre chez le paysan pauvre avec son cheval et avec ses moyens de production ; pour s'en acquitter, le paysan pauvre doit travailler longuement cher le koulak. Du fait que le sol nationalisé ne peut être vendu et que les impôts pèsent sur le koulak, la différenciation revêt, dans les campagnes, une forme masquée et ne peut être établie nettement. Sans doute, la politique de la dictature vise à soutenir les paysans pauvres contre les paysans riches de toute manière, notamment en lui fournissant des semences, en lui donnant à crédit des moyens de production, en travaillant sa terre au moyen des tracteurs soviétiques, en l'attirant dans les économies collectives, etc... Mas la dictature n'a pas réussi jusqu'ici à résoudre cette question ; la solution se heurte à la pauvreté actuelle du secteur socialiste. Par sa force potentielle, l'Union soviétique est un des pays les plus riches, peut-être le plus riche du monde. Il existe encore en Union soviétique des millions et des millions d'hectares de terres sans culture. Il y a des forêts immenses aussi étendues que plusieurs fois le territoire de l'Allemagne. Mais il manque les moyens de production nécessaires pour la mise en valeur de ces richesses naturelles. Du fait que le gouvernement des soviets n'est pas encore en état de mettre à la disposition des paysans les moyens de production nécessaires, il faut pour le moment encore tolérer que le paysan riche afferme la terre du paysan pauvre ou la cultive et l'utilise ainsi pour exploiter le paysan pauvre. Cet état de choses ne prendra fin qu'au moment où l'industrie soviétique pourra fournir en nombre suffisant les tracteurs, les charrues, les machines, pour soutenir tous les paysans pauvres afin qu'ils puissent cultiver leur terres et, si possible, pour les enrôler dans les économies collectives.

Quelle est la puissance des koulaks et qu'ont-ils à leur disposition ? Je vous soumettrai ici les chiffres très intéressants donnés par Larine concernant ces 2 % de paysans véritablement exploités. Il calcule de la manière suivante : d'une façon générale 100 paysans possèdent 65 déciatines de terre, tandis que ces 2 % de koulaks possèdent 40 déciatines par 100 individus, soit en moyenne 4 fois plus en propriété foncière² ; pour le bétail, cette proportion est du double ; quant à l'emploi de travailleurs agricoles, la moyenne est de 2 salariés par économies de koulak ; ce qui revient à dire que presque tous les travailleurs agricoles sont exploités par ces 2 % de véritables koulaks³.

d) *Les éléments bourgeois des villes*

Sur l'ensemble de l'industrie du pays, les 12 % environ sont aux mains du capital privé, pour ce qui concerne le volume de la production. Ces capitalistes privés occupent à peu près les 17 % des ouvriers et Larine évalue leurs revenus à 75 millions annuellement. Le fait intéressant ici, c'est que cette couche de capitalistes a sa propre idéologie et sa propre ligne politique économique. Cette ligne économique politique consiste à créer, à côté de l'économie socialiste, une circulation et une production privées, fermées, c'est-à-dire qu'elle tend à se distinguer du système socialiste de l'économie. Cela se produit ainsi : le capitaliste privé achète certaines matières premières, essentiellement chez les koulaks. Il remet ces matières

² [Chiffres incompréhensibles : si la possession paysanne moyenne est 6,5 déciatines et si celle des koulaks est 4 fois plus grande, elle atteint 26 déciatines et non 4...]

³ [Encore une incohérence : si 2 % des exploitations agricoles emploient chacune 2 salariés en moyenne – recrutés parmi les paysans pauvres – ces salariés représentent 4 % des effectifs paysans, très loin de « presque tous », sauf si Varga veut dire qu'il n'y a que 4 à 5 % de paysans salariés. Il faudrait retrouver les calculs de Larine...]

premières surtout aux ouvriers à domicile, travaillant sur une base capitaliste. Il retire les marchandises produites par les ouvriers à domicile pour en faire du commerce privé ; il vend ses produits et surtout aux paysans. Il est très intéressant de constater combien aujourd'hui encore ce petit reste, c'est-à-dire cette partie nouvellement constituée des capitalistes privés est élastique dans l'Union soviétique. Nous interdisons par exemple, le transport par chemin de fer des céréales privées. Ils se procurent des bateaux privés et font transporter leurs céréales par voie d'eau. Ils achètent les céréales des koulaks, avec leurs bateaux, ils les transportent à des moulins privés ; puis ils transportent la farine dans les villes, la remettent à des commerçants privés, qui à leur tour la revendent à des marchands privés. Voilà quelle est la ligne économique politique de cette bourgeoisie. Naturellement, sa force est très faible, car elle ne possède aucune organisation. Il faut bien le comprendre, camarades. La bourgeoisie en Union soviétique, bien qu'elle représente économiquement, comme vous l'avez constaté, une certaine force, est entièrement impuissante au point de vue classe. Elle n'a pas d'organisation ; en tant que classe, elle est brisée, refoulée, sans influence, elle ne subsiste que tant qu'elle peut exercer une certaine fonction dans l'ensemble de l'économie nationale de l'Union soviétique.

Mais pourquoi exerce-t-elle une certaine fonction ? Parce que le secteur socialiste n'a pas encore une extension suffisante pour pouvoir assurer l'échange des produits, des marchandises entre la ville et la campagne, jusqu'aux coins les plus reculés. Au moment où l'économie soviétique, le secteur socialiste, seront suffisamment consolidés, pour ne plus avoir besoin de cette fonction là, cette couche de capitalistes sera liquidée sans la moindre difficulté politique. A cet égard, son rôle est tout différent du rôle des paysans moyens qui représentent une grosse force politique.

Parmi les trois classes principales que j'ai nommées, le prolétariat se place entièrement et intégralement sur la base de la dictature de même que les paysans pauvres. Les paysans moyens sont en alliance avec le prolétariat et manifestent suivant la situation, certaines hésitations. La couche des capitalistes, les koulaks et les capitalistes privés, sont hostiles à l'économie soviétique, à la dictature prolétarienne. La dictature du prolétariat dans l'Union soviétique a précisément pour tâche politique d'empêcher que le koulak ne conquière l'hégémonie sur les paysans moyens ; car les paysans moyens, cela signifie 16 millions de fermes paysannes et 40 millions d'adultes. Si cette force se tournait contre la dictature du prolétariat, ce serait évidemment un danger et une menace de guerre civile.

IV. Le rôle du plan économique dans l'ensemble de l'économie soviétique

Nos camarades savent que contrairement au mode anarchique de production des pays capitalistes, il existe en Union soviétique un plan économique. Malgré cela, des difficultés apparaissent de temps à autre. Pourquoi donc ? Afin de le comprendre, il nous faut examiner en quoi consiste, dans les circonstances données, alors qu'il existe un secteur socialiste et un secteur de l'économie privée, en quoi consiste un plan économique. Il comprend trois éléments : celui des prévisions, c'est-à-dire un calcul anticipé du développement, celui de l'influence et celui de la disposition. Dans les pays capitalistes, il y a aussi prévision du développement ultérieur. Chaque grand trust capitaliste par exemple, possède son bureau de

prévisions, où l'on cherche à calculer au préalable comment la consommation et la production se développeront dans la période à venir. Il en est de même pour notre plan économique. De plus, il y a chez nous des dispositions à prendre, mais naturellement dans le secteur socialiste, car c'est seulement dans ses propres fabriques, dans ses propres domaines agricoles, que le gouvernement soviétique peut disposer du mode de production et de ce qu'il faut produire. Enfin, il existe aussi, comme intermédiaire, l'influence méthodique du secteur privé. Il existe 25 millions de fermes paysannes. Le gouvernement soviétique ne peut décréter quels produits et combien de produits ces 25 millions de fermes doivent fournir, vendre et acheter. C'est une chose impossible. Mais le gouvernement soviétique peut influencer le cours de la production et de la consommation. Par exemple, il nous faut développer la production de coton. Dans ce cas, nous fixerons des prix élevés pour le coton et, en même temps, nous ravitaillerons les régions productrices de coton en leur fournissant du pain à bon marché afin que les paysans puissent plus facilement s'en tirer en cultivant le coton pour nous, plutôt qu'en cultivant des céréales pour eux-mêmes. On peut constater, camarades, qu'il y a une différence de principe entre la disposition dans le secteur socialiste et l'influence méthodique du secteur de l'économie privée. Le moyen d'influencer méthodiquement, c'est avant tout de fixer les prix d'achat et les prix de vente. On ne peut diriger l'économie agricole que si la voie souhaitée par nous pour l'économie paysanne est, individuellement aussi, la plus avantageuse. C'est la seule façon de l'orienter. Vous déduisez de là, camarades, quelles grosses difficultés le plan économique a à surmonter. Si nous avons un socialisme intégral, ou même une structure économique socialiste, alors, naturellement, le plan économique ne consisterait qu'en projets et en dispositions. Aujourd'hui, il contient des prévisions, il suppose une influence et des dispositions, et ces trois éléments doivent être à l'unisson, ce qui n'arrive pas toujours et n'est pas toujours possible, étant donnée la complexité des tâches.

Qu'est-ce que le plan économique doit réaliser dans les circonstances données ? Il doit orienter toute l'économie nationale soviétique dans la sphère socialiste. Il doit veiller avant tout à ce qu'il y ait équilibre entre la production des moyens de production et la production des articles de consommation. Il doit veiller à ce qu'il y ait équilibre entre l'agriculture et l'industrie. Il doit veiller à ce que la somme totale des prix des marchandises en circulation soit en harmonie avec la somme de l'argent en circulation. Il doit donc veiller à la constance de la puissance intérieure d'achat de la monnaie. De plus, il doit veiller à l'équilibre entre les exportations et les importations sur le marché extérieur et assurer la force d'achat de la monnaie à l'extérieur. Il doit veiller à ce que les investissements soient intelligemment répartis entre la production des moyens de production et la production des moyens de consommation. Il doit prévoir tout cela non seulement pour une année, mais pour une durée de 5 à 10 ans. Cela n'est donc pas si facile ni si simple qu'il le semble, d'établir un plan économique. Il est très difficile d'élaborer un bon plan ; il est encore plus difficile de réaliser un bon plan à 100 %, car il y a un facteur non socialiste sur lequel nous ne pouvons avoir qu'une influence indirecte. En conséquence, malgré le plan économique de l'Union soviétique, des difficultés périodiques surgissent. Mais, camarades, je vous prie de considérer sérieusement qu'il existe une différence de principe entre les crises sous le capitalisme et les difficultés que rencontre l'Union soviétique. En régime capitaliste, c'est le cours immanent du développement capitaliste qui aboutit périodiquement à une surproduction et à des crises ;

c'est le système lui-même qui les engendre. Pour l'Union soviétique, les difficultés proviennent soit d'erreurs dans le plan économique, soit, dans la plupart des cas, d'un défaut. Les crises sous le capitalisme sont des crises de surproduction. Les manifestations de crise dans l'Union soviétique sont les conséquences d'une sous-production, résultant de lacunes. Voilà la différence fondamentale.

Plus un Etat capitaliste est fort, plus il est capitaliste, et plus les crises se reproduiront régulièrement, plus elles seront aiguës. Plus l'économie soviétique sera riche, plus elle aura de réserves qui pourront lui permettre de combler les lacunes imprévues, et plus les difficultés diminueront.

Il en est de même pour le chômage. En régime capitaliste, le chômage est une conséquence immanente de l'évolution du capitalisme. Sous le capitalisme, il faut une armée de réserve et cette armée de réserve acquiert aujourd'hui, dans la période de déclin, le caractère d'une manifestation chronique, d'un nouveau chômage structurel. Dans l'Union soviétique, il n'y a de chômage que parce que l'économie est pauvre. Si l'on pouvait procurer des moyens de production à tous les chômeurs, il n'y aurait jamais de chômage dans l'Union soviétique, parce que les limites capitalistes du marché n'existent aujourd'hui déjà plus pour l'Union soviétique ; en termes plus simples, si l'on pouvait armer les chômeurs de moyens de production, on pourrait construire des maisons par dizaines de milliers ce qui est une chose extrêmement nécessaire ici. On pourrait meubler confortablement ces maisons, construire, par centaines de kilomètres, des chaussées et des voies ferrées, on pourrait fournir aux paysans des moyens de production modernes à bon marché, puis recevoir d'eux des quantités multipliées de matières premières. Il n'y a aucune limite du marché, car, dans l'Union soviétique, un relèvement de la production signifie, aujourd'hui déjà, malgré l'existence des éléments capitalistes privés, un relèvement de la force de consommation. Si nous pouvions procurer des moyens de production aux chômeurs, ceux-ci retireraient aussitôt les salaires ; et ce qu'ils produiraient, ils le consommeraient et tout serait au mieux. Il n'en serait pas comme en régime capitaliste, où la capacité de consommation de la société tend à rester à l'arrière de la capacité de production. En régime capitaliste, il y a toujours une surproduction soit latente soit manifeste. Dans notre régime économique, il y a toujours une pénurie latente de produits. Je reviendrai encore à ce sujet. Je veux dire ici simplement que le chômage n'est pas, dans l'Union soviétique, une manifestation inhérente à la structure sociale mais qu'il est simplement une conséquence de la pénurie de moyens de production, qui empêche de procurer du travail aux ouvriers.

Voici un exemple concret : il y a dans les campagnes, une surpopulation assez sensible ; malgré cela, des millions d'hectares restent non cultivés, et l'on ne peut faire coordonner ces deux éléments parce que l'Union soviétique manque de moyens de production pour faire produire, ces forces de travail, pour construire des maisons, pour forger des charrues, etc... Ces deux éléments restent à l'écart l'un de l'autre, jusqu'à ce que, avec le développement de la force de production, il soit possible de fournir des moyens de production à cette force de travail.

Lorsque je dis donc que, malgré le plan de l'économie, des difficultés apparaissent, ces difficultés — à l'exception des difficultés résultant des évaluations — ne sont jamais la

conséquence d'une surproduction ; elles sont toujours des difficultés de la sous- production, du manque de moyens de production et du manque de réserves.

V. Les difficultés de la dernière année

Je passe à la question des difficultés de l'année encours, qui furent l'objet de nombreux articles dans la presse étrangère. Chaque jour on pouvait lire : c'est la grande crise du système soviétique, c'est la rupture entre le prolétariat et les paysans. On allait répétant : il y a crise dans l'économie soviétique. Camarades, ce point de vue est absolument faux. Il n'y a pas crise dans l'économie soviétique. Il y a des difficultés ou, pour mieux dire, il y a eu des difficultés dans le stockage des céréales. Cela soulève le problème de l'économie des céréales, mais il n'y a pas crise dans l'économie soviétique.

Permettez-moi de vous indiquer quelques chiffres. Au cours des huit premiers mois de cette année la production industrielle en regard de celle de l'année passée a augmenté de 20 %, alors que cette augmentation était prévue à 13,4 % dans le plan ; la productivité a augmenté de 12 %, le salaire réel de 9 % ; les frais généraux ont diminué de 6 % en chiffres ronds. Donc, camarades, il n'y a pas crise dans l'industrie. Pour toutes les matières premières, nous remarquons au cours de cette année, un rendement supérieur de 25 à 100 % en regard de l'année passée. Donc, il ne peut être question d'une crise. Mais il y a eu des difficultés dans le stockage des céréales ; ces difficultés ont des causes diverses, je parlerai tout d'abord des causes de caractère général et je passerai ensuite aux causes de caractère particulier. Les causes générales résident dans l'état arriéré de l'agriculture. On peut dire d'une manière générale que l'agriculture, dans l'ensemble, a atteint le niveau d'avant-guerre. Mais la production des céréales est encore de 7 % inférieure à celle du niveau d'avant-guerre. Par contre, la population augmente, comme je l'ai dit, et cette augmentation pourrait chaque année peupler un petit pays. La population est actuellement de 6 à 7 % plus nombreuse qu'avant la guerre. En conséquence, au point de vue purement mathématique, et indépendamment des besoins accrus de consommation des masses populaires travailleuses affranchies, il résulte une différence de 11 à 12 % dans le rapport entre la production des céréales et le nombre des consommateurs dans le pays même.

Pourquoi l'agriculture est-elle restée en arrière ? Les causes essentielles sont : 1) le bas niveau de culture de la paysannerie, héritage de l'ancien régime tsariste. Bien que le niveau de la paysannerie se soit sensiblement relevé, il reste bien en recul sur ce qu'il est nécessaire, 2) L'émiettement énorme des terres : 25 millions de fermes paysannes, dont 8 millions de paysans pauvres qui ne possèdent qu'un très petit lopin de terre. Naturellement, on ne peut obtenir avec des surfaces si réduites un développement rapide de la production ; de plus, la division en parcelles minuscules, l'éparpillement de la petite propriété d'un seul paysan, qui se divise jusqu'à 10 ou 20 petites parcelles ; ensuite le manque de moyens de production, dont j'ai déjà parlé et le niveau bas de la petite production paysanne. Il s'ensuit qu'en moyenne, en Union soviétique, le produit de la récolte est à peu près le quart de ce qu'il est en Allemagne, au Danemark, en Belgique et en Angleterre, etc. bien que le sol, de part sa nature, ne soit pas plus mauvais. Cet état arriéré a naturellement aussi de bons cotés, car il permet d'énormes possibilités d'augmentation de la production. Il est certain que l'on peut, par des mesures sans

grande complication et qui n'exigent pas énormément de capitaux, par exemple des semences sélectionnées, des charrues plus profondes pour remplacer les 5 millions de socs qu'on emploie encore aujourd'hui dans l'Union soviétique, des charrues de fer, etc., doubler ainsi, dans une période déterminée, le produit de la récolte. Si ce résultat est obtenu, on pourra naturellement envisager de nouveau l'exportation en quantités beaucoup plus considérables des céréales.

Telles sont les causes générales de l'état arriéré de l'agriculture et de son recul sur le développement de l'indus trie. Il s'y ajoute des causes particulières qui sont les suivantes : le paysan exploite en qualité de petit producteur autonome, il cultive les produits qui sont les plus avantageux pour son économe privée. Jusqu'ici, les prix versés par le gouvernement des soviets pour le coton ou le chanvre ou d'autres cultures encore, dites techniques, étaient de beaucoup supérieurs aux prix que pouvait encaisser le paysan s'il amenait sur le marché du bétail et des céréales, et étaient plus lucratifs que la production et la vente de céréales. Ce fait contribua à réduire relativement les cultures des céréales. De plus, ces dernières années, les paysans ont réalisé de grosses recettes en dehors de la vente des produits agricoles, à cause des investissements dans le secteur socialiste. Un grand nombre de paysans travaillent dans les villes en qualité d'ouvriers du bâtiment ou de manœuvres. Le grand essor qu'a pris la construction a contribué à ce qu'une bonne partie des rétributions pour ce travail a été dirigé dans les campagnes. En outre, le développement de la construction représente une grosse source de revenus pur les paysans les plus aisés, parce qu'elle exige le transport de bois, de pierre, de brique, de sable. Les calculs de la commission du plan économique estiment que les revenus des paysans provenant de source autre que l'agriculture, c'est-à-dire, pour un travail d'ouvriers, de charretiers, etc. se monte à 2,3 milliards pour chacune des deux années économiques 1926-1927 et 1927-1928, c'est-à-dire à une somme presque aussi élevée que celle représentée par le montant des produits qu'ils consomment et qui proviennent de la ville.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela signifie que les paysans les plus aisés n'ont pas été obligés de vendre immédiatement leurs céréales pour pouvoir payer leurs impôts et se procurer sur le marché les produits industriels dont ils ont besoin. Ils avaient d'autres ressources provenant de travaux non agricoles et retiraient de grosses sommes par la vente de plantes industrielles et par la vente de bétail. Naturellement, ils attendaient pour vendre leurs céréales le plus longtemps possible.

C'est ici que l'influence des koulaks commença à se faire sentir. D'après les calculs de Larine, environ 20 % de l'excédent des céréales se trouvent aux mains des koulaks. Vous savez que, en ce qui concerne les céréales, 20 % représentent un fonds important qui leur permet de manœuvrer, au moment propice. Lorsque, dans un pays capitaliste, un groupe quelconque dispose de plus de 20 % de la récolte, soit un trust, un cercle de Bourse, il peut déjà manœuvrer assez sérieusement dans la fixation des prix. C'est ce que les koulaks ont essayé de faire au cours de cette année économique. Comme vous le savez, cela a eu pour résultat qu'au début de 1928, le gouvernement des soviets disposait d'une quantité inférieure de 1,28 millions de pouds à ce qui était nécessaire, c'est-à-dire qu'il lui manquait 1/5 sur la quantité indispensable.

Camarades, il en découla, pour le gouvernement et pour le parti, la nécessité de forcer la récolte de céréales et de prendre certaines dispositions exceptionnelles à l'égard des koulaks

qui avaient retenu les céréales dans un but de spéculation. Nous en étions à un moment où ces éléments capitalistes cherchaient à franchir les limites qui leur sont posées dans l'économie soviétique par la dictature du prolétariat et celle-ci réagit par des mesures exceptionnelles en traitant les paysans qui avaient retenu l'excédent de leurs céréales comme des spéculateurs, en confisquant une partie de leur réserve de blé, etc. Par ces mesures, du 1^{er} avril, le déficit se trouva comblé. A ce moment là, la position des forces de classe dans les campagnes apparut avec évidence. Les paysans pauvres et les journaliers soutinrent le gouvernement soviétique et ses organes dans la lutte contre les koulaks. Ils leur indiquèrent où se trouvaient les réserves dissimulées. Il fut clair que l'ancienne politique préconisée par Lénine : Il faut vous appuyer sur les paysans pauvres, vous devez vous allier aux paysans moyens et combattre sans cesse les koulaks, reste aujourd'hui la ligne absolument juste de la dictature du prolétariat.

Lorsque cette campagne contre les koulaks prit fin, quelques nouvelles difficultés surgirent. En Ukraine, dans le Caucase du nord, sur des régions assez étendues, les céréales qui avaient passé l'hiver étaient perdues. Il fut nécessaire de procurer à ces régions de nouvelles semences. Le gouvernement soviétique céda 30 millions de pouds pris sur ses réserves pour les mettre à la disposition des paysans pauvres lésés, afin que ceux-ci soient en état d'ensemencer les blés d'été pour remplacer les semences d'automne perdues. Naturellement, l'aggravation de la situation rendit difficile le stockage des céréales dans ces régions, de sorte qu'il y a eu ici un déficit, un certain manque de céréales.

Quelles mesures furent prises par le gouvernement soviétique pour surmonter cette situation difficile, pour vaincre ces difficultés qui sont un cas particulièrement aigu de la pénurie de marchandises dans l'Union soviétique ? La plupart des camarades connaissent ces mesures. Le prix des céréales pour l'année prochaine a été relevé dans une proportion sensible, de manière que la production de céréales sera pour les paysans, l'année prochaine, tout aussi avantageuse que la production d'autres cultures. Il fut décidé d'entreprendre aussitôt l'amélioration des économies soviétiques déjà existantes, puis d'organiser de grands domaines de céréales. Ce travail est déjà commencé. Cette année encore quelques centaines de mille d'hectares seront nouvellement labourés dans ces domaines soviétiques et l'on espère que, dans quelques années, les économies soviétiques fourniront suffisamment de céréales pour empêcher les koulaks de manœuvrer lors du stockage des céréales. Camarades, il nous faut souligner qu'il n'y a pas une crise sociale dans l'agriculture, ni une crise dans la production de céréales, bien qu'il soit vrai que les koulaks, sous l'effet des mesures de contrainte appliquées contre eux, ont réduit dans une certaine mesure leur surface ensemencée ; par contre, les semences de printemps ont été employées dans une très large mesure par les paysans moyens et pauvres aidés du gouvernement soviétique. L'entente entre le prolétariat et les paysans moyens n'est donc nullement menacée. La surface ensemencée au printemps l'a été dans une très forte proportion par les paysans moyens, de sorte qu'il n'y a pas de menace de rupture entre le prolétariat et les paysans moyens. Pour plus de garantie encore, il a été décidé que cette année-ci on ne ferait usage d'aucune mesure extraordinaire pour le stockage des céréales.

Je passe à quelques questions et défauts de seconde importance, mais qui viennent souvent en discussion dans la lutte contre la social-démocratie et qui ont besoin d'être éclairés d'un

point de vue pratique. Très souvent, la presse social-démocrate raconte que la dictature du prolétariat gère mal, que les produits industriels fabriqués dans les entreprises soviétiques sont très chers. Camarades, il est prouvé que, chez nous, les produits industriels sont plus chers que dans les pays capitalistes avancés. Pourquoi cela ? C'est parce que les installations des fabriques soviétiques se composent, en bonne partie, de vieilles machines ; parce que, en raison de l'augmentation de la capacité de consommation du peuple, l'industrie est obligée de faire marcher souvent des entreprises absolument surannées. La production est chère parce qu'une grande partie des anciens ouvriers industriels qualifiés sont tombés dans la guerre civile, qu'une autre partie sont placés à des postes importants de l'économie soviétique, de l'armée, etc. et qu'un très grand nombre de nouveaux ouvriers non qualifiés ont été engagés ces dernières années dans l'industrie. La production est chez nous plus chère parce que le profit que l'on tire de l'ouvrier est notablement plus faible. Je signale simplement la journée de 7 heures et le fait que chaque ouvrier reçoit deux semaines de congé payés par an, etc. Il est clair qu'avec une technique mauvaise et un temps de travail réduit, les frais de production doivent être, dans les pays capitalistes, inférieurs à ceux de l'Union soviétique.

On demande souvent : Pourquoi votre commerce extérieur est-il aussi faible ? Pourquoi n'exportez-vous que le tiers d'avant-guerre ? Camarades, il en est ainsi, mais pourquoi ? Parce que les paysans et les ouvriers de l'Union soviétique se nourrissent aujourd'hui mieux qu'avant la guerre. La production des céréales est un peu plus faible, la population a augmenté et se nourrit mieux, en conséquence, la quantité qui autrefois, était exportée, est maintenant consommée à l'intérieur du pays. Les exportations d'avant guerre n'étaient pas un excédent de récolte, elles représentaient, ce que le professeur Schring a appelé, une « exportation de famine ». Les paysans étaient affamés et la récolte revenait aux propriétaires fonciers comme rente foncière ; elle était exportée contre des produits de luxe, ou bien pour couvrir les dettes des grands personnages russes à l'étranger. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. En conséquence, il n'y a pas d'excédent de céréales. Evidemment, le rendement de l'agriculture augmentera, tant celui des économies individuelles du petit paysan et du paysan moyen que celui des économies soviétiques. Ainsi, dans quelques années, on pourra de nouveau exporter en quantité les céréales, car la consommation de pain à l'intérieur n'augmentera pas d'une façon ininterrompue, elle augmentera dans une certaine proportion puis commencera à tomber. Par exemple, en Amérique, la consommation de pain est aujourd'hui bien inférieure à celle d'il y a 20 ans. Pourquoi ? Parce que, à la place du pain, ils consomment de la viande, des légumes, des fruits, du lait, etc. Le même processus apparaît aujourd'hui dans l'Union soviétique. La population citadine passe de la consommation du pain noir à la consommation du pain blanc. La consommation de pain est stationnaire, tandis que la consommation de la viande et du beurre augmente. Naturellement, nous ne pouvons importer que dans la mesure où nous exportons. Nous ne pouvons pas faire d'importations de capitaux, nous ne disposons pas de crédits étranger importants. Notre exportation augmentera et alors notre importation pourra aussi augmenter, mais seulement lorsque le peuple sera rassasié et qu'il y aura excédent.

J'ai parlé déjà de la question du chômage ; j'ai dit notamment que le chômage de chez nous est une conséquence du manque des moyens de production qui seraient indispensables pour fournir du travail aux chômeurs. Quelle est l'origine de ce chômage ? Les chômeurs se

recrutent en premier lieu dans les 8 millions de fermes de paysans pauvres qui envoient la nouvelle génération dans les villes, ils se recrutent encore parmi les centaines de mille d'employés et de fonctionnaires qui, auparavant, étaient occupés dans l'appareil soviétique extraordinairement enflé. Ce ne sont pas des ouvriers industriels qui sont en majeure partie sans travail, ce sont surtout des femmes ; presque la moitié des chômeurs sont des femmes ; les deux tiers sont ce que l'on appelle des ouvriers intellectuels [?], seulement 1 % des chômeurs sont des ouvriers qualifiés. On pourrait objecter ici, comment se fait-il que le gouvernement soviétique procède à une rationalisation et crée ainsi de nouveau du chômage, alors qu'il existe déjà un fort chômage. On pourrait penser qu'il serait beaucoup plus intelligent d'occuper un plus grand nombre d'ouvriers et de ne pas améliorer les méthodes de production. Ce calcul serait faux. Il serait tout d'abord contraire à notre ligne qui veut placer l'industrie soviétique au même niveau que celle des pays capitalistes avancés et plus haut encore. C'est seulement dans ce cas là que nous pourrions mener à bout la construction du socialisme.

Il existe d'autre part une différence énorme entre la rationalisation dans l'Union soviétique et la rationalisation dans les pays capitalistes. Dans les pays capitalistes, la rationalisation a pour but l'augmentation du profit, elle crée des chômeurs ; dans l'Union soviétique, le but de cette rationalisation est de fournir des produits meilleur marché. Dans la mesure où, par suite de la rationalisation, des forces de travail se trouvent libérées, la journée de travail est diminuée ; pour l'instant elle est réduite à 7 heures, et pour le travail de fond dans les mines à 6 heures ; à mesure que l'industrie socialisée, grâce au relèvement de la productivité du travail, à la rationalisation, produira mieux, la journée de travail diminuera et de nouveaux ouvriers seront enrôlés dans l'industrie. C'est donc une rationalisation foncièrement différente de la rationalisation capitaliste qui se produit chez nous. Le chômage est aussi radicalement différent du chômage dans les pays capitalistes.

Je parlerai encore du problème assez difficile des forces techniques. Nos camarades sont au courant des événements de Chakhty. On a découvert qu'une partie assez importante des spécialistes techniciens ont saboté systématiquement, et durant des années, le développement de l'industrie soviétique, en liaison avec les capitalistes étrangers, leurs anciens maîtres et en liaison avec les gouvernements étrangers. Comment cette chose a-t-elle été possible, bien qu'il y ait partout des communistes à la direction. Camarades, on peut être un bon communiste, mais cela ne veut pas dire que l'on comprenne bien la technique surtout lorsqu'il s'agit de choses nouvelles, soit de nouvelles constructions de mines, comme dans le cas en question. Il est très difficile pour celui qui n'est pas technicien d'établir quel spécialiste est réellement honnête et lequel est un fripon, car il est évident que les spécialistes traîtres condamnés au procès de Chakhty ont dû apparaître comme absolument loyaux aux yeux des communistes, apparemment. Ils avaient toujours aux lèvres le bien de l'Union soviétique. Il est très difficile aux non spécialistes de voir où se cache la tromperie. Pourquoi ces spécialistes sont-ils hostiles au gouvernement soviétique, à la dictature du prolétariat ? Songez donc à la différence de situation des techniciens chez nous ou dans un pays capitaliste. Dans un pays capitaliste, ils ont l'espoir d'arriver par un travail tenace, dans l'intérêt du capital, par des inventions techniques, à s'élever aux rangs des gros capitalistes. Ils ont la possibilité d'atteindre aux sphères supérieures de l'économie capitaliste et de s'assurer des millions de

revenus. Ils ont cette possibilité, c'est pourquoi, effectivement, dans tous les pays capitalistes, se constitue une couche supérieure de techniciens qui, par leurs ressources, leur genre de vie, toute leur idéologie, sont étroitement liés aux capitalistes. Les techniciens dans l'Union soviétique n'ont pas de telles perspectives, ils ne peuvent pas devenir millionnaires. Ils ne peuvent pas se hisser au niveau des gros capitalistes. Il est vrai qu'un certain bien-être leur est assuré et que s'ils ne sont pas entièrement pénétrés de la mentalité capitaliste, s'ils n'ont pas perdu toute joie de créer, le développement du socialisme leur offre la possibilité d'intensifier la production d'une manière illimitée. En réalité, camarades, la grosse majorité des forces techniques utilisées aujourd'hui dans l'Union soviétique sont loyales à l'égard du gouvernement. Mais il y a une petite partie, précisément la partie des techniciens qui, avant la guerre, occupaient les postes de commande de l'économie capitaliste, qui ne sont pas loyaux vis-à-vis du prolétariat. Ils collaborent, il est vrai, mais leur âme est ailleurs.

Le pire dans tout cela c'est qu'il existe un nombre extraordinairement réduit de techniciens communistes. Il est évident que pendant la période de guerre et de guerre civile, les communistes n'ont pas eu la possibilité de suivre les cours de l'école supérieure technique pendant cinq années. Aujourd'hui seulement, la première génération des techniciens communistes sort de l'école supérieure. De plus, camarades, il ne suffit pas qu'un communiste ait terminé l'école technique pour être vraiment un bon technicien, il doit avoir des années de pratique. Celui qui, aujourd'hui, a passé son examen ne peut pas encore demain diriger une grande usine. Nous assistons ici à une lutte très intéressante entre la vieille et la nouvelle génération de techniciens. Les vieux techniciens s'efforcent de conserver leur monopole. Ils ne transmettent pas leur science aux jeunes, ils veulent conserver jalousement leur monopole pour pouvoir exercer de cette manière une pression sur le gouvernement soviétique. C'est un fait que sans la collaboration de ces forces techniques, il est très difficile de créer une nouvelle industrie bien que la force, la puissance de création de la dictature du prolétariat soit extrêmement grande. Vous pouvez vous représenter, camarades, combien cette force est immense en songeant que, malgré le sabotage systématique des techniciens dirigeants, pendant des années et des années, un tel essor de la production, ainsi que je vous l'ai exposé, a été possible.

VI. Les prochaines perspectives de la construction socialiste

Il se présente, camarades, certaines difficultés dans l'œuvre des soviets. Le passage du capitalisme au socialisme n'est pas un processus simple, ni facile, c'est une transition par la lutte, un passage qui, chaque jour, doit triompher de nouvelles difficultés pour orienter lentement toute l'économie dans la ligne socialiste, mais, nous n'avons aucune raison d'envisager les perspectives d'un œil sombre. Nous avons devant nous le plan quinquennal pour le développement de l'économie du pays. Nous voyons dans ce plan que la production industrielle augmentera au cours de ces cinq années de 122%, à savoir 142 % pour la production des moyens de production et 109 % pour la production des produits industriels de consommation. Le salaire nominal, au cours de ces quatre années, augmentera de 30 à 40 % et le salaire réel de 50 %. La production agricole subira probablement au cours de cette période une augmentation de 30 à 40 %.

Un danger menace seulement de l'extérieur, et, à mon avis seulement par une attaque possible et probable des puissances capitalistes contre l'Union soviétique. Ce congrès-ci a justement à envisager le problème de savoir comment le prolétariat mondial empêchera cette attaque et, si cette attaque se produit, comment assurer la victoire de la dictature du prolétariat. L'Union soviétique a déjà traversé victorieusement toute une période d'interventions, mais elle a vaincu non seulement par ses propres forces, mais aussi avec l'aide du prolétariat mondial. A ce sujet, Lénine écrivait :

« Ce n'est pas nous qui avons vaincu, car nos forces militaires étaient insignifiantes ; ce qui a vaincu c'est le fait que les puissances capitalistes n'ont pas été capables de mettre en mouvement contre nous toutes leurs forces militaires. Les ouvriers des pays dirigeants ont déterminé à un tel point le cours de la guerre que, sans leur volonté, il est devenu impossible de mener une guerre ; et, finalement, grâce à leur résistance passive et demi passive, ils ont désorganisé la guerre contre nous. »

Dans la prochaine guerre, le prolétariat du monde entier devra aider et aidera plus résolument encore l'Union soviétique, la seule patrie des ouvriers, la forteresse inébranlable de la révolution mondiale. Le renversement de la dictature du prolétariat dans l'Union soviétique par les puissances capitalistes alliées détruirait les conquêtes de dix ans et ajournerait pour une période éloignée la victoire du prolétariat mondial en prolongeant inutilement les douleurs d'enfantement d'une nouvelle société. Voilà ce qui ne doit pas se produire. Avec l'aide du prolétariat mondial, le prolétariat de l'Union soviétique protégera la patrie commune contre toute attaque jusqu'à la victoire de la révolution mondiale. (*Applaudissements frénétiques et prolongés.*)